

Annexe 5

Léopoldville, le 2 février 1963

Monsieur le Juge-Président
du Tribunal de District de
Léopoldville

Monsieur le Juge-Président et honoré Collègue,

J'ai bien reçu votre lettre du 1er courant, mais je n'en saisis guère la portée exacte.

Dois-je en entendre que vous me demandez officiellement, en sus de mes occupations habituelles, de rédiger "la moitié" de tous les jugements prononcés par le Conseil de Guerre, l'autre moitié étant réservée aux bons soins de notre collègue M. R. Colimon ?

Dans ce cas, je ne puis que vous référer aux " Rapports Annuels sur l'activité du Tribunal de District de Léopoldville " adressés par nos Greffes pénal et civil à Messieurs les Procureur Général et Procureur d'Etat de Léopoldville, et dont copie nous a été remise à nous tous.

Vous en constatarez immédiatement que, pour ce qui me concerne, ayant durant ces derniers huit mois instruit, motivé de ma propre main et prononcé pas moins de 317 (trois cent dix sept) jugements, dont 144 en matière pénale et 173 en matière civile et commerciale, je suis comparativement beaucoup trop absorbé par mes "occupations habituelles" de Juge, pour pouvoir encore vaquer à celles de secrétaire de rédaction (lire: de motivation) de jugements rendus par d'autres juridictions.

P. Nicolakaki
Juge au Tribunal de District
de Léopoldville.

Annexes: Deux copies de la présente, à l'intention de Messieurs les Procureur Général et Procureur d'Etat de Léopoldville.

Дилекс 6

Jugement du 7 janvier 1963

Aff: M.P. c/

- 1°) ANGWANDIMA Jean
- 2°) BUMBA Jules
- 3°) MAKENGO Omer
- 4°) KAWALA MUTAPA Denis
- 5°) IKETE Lambert
- 6°) MASANGA Michel
- 7°) INDAMBI Louis
- 8°) MOLOPAI Roger
- 19°) NGOMBA Lome Georges
- 10°) UKELISA Philippe
- 11°) MAKENGO Pedro
- 12°) MBONGO PASI Marcel
- 13°) LUMINGU Simon
- 14°) KALUNGA David
- 15°) MBUNGA Emmanuel
- 16°) KAWALA Samuel

Attendu que les prévenus Nos 1 (ANGWANDIMA), 2 (BUMBA), 3 (MAKENGU), 7 (INDAMBI), 9 (NGOMBA LOME), 10 (UKELISA), 14 (KALUNGA) et 15 (MBUNGA) ont comparu, alors que le restant des prévenus, s'étant évadés, n'ont pu être régulièrement cités.

Qu'il y a donc lieu de disjoindre les poursuites en ce qui concerne les prévenus évadés et non cités, pour ne statuer qu'à l'encontre des prévenus susnommés comparants.

Attendu qu'aux termes des citations portant requisitoire, les huit prévenus susnommés sont poursuivis du fait d'avoir à Léopoldville, durant le mois de juillet 1962, participé à sous la direction du premier d'entr'eux, en bande organisée, à de nombreux vols qualifiés, notamment aux firmes SEDEC, TRANSMONY, VAN DER PUT, MARIE BETH, Boulangerie CONGOLAISE, à l'AMBASSADE AMERIKAINNE Des PAYS BAS, et au domicile du sieur BIA, au Mont Gafula, où ils ont perpétré un viol avec violence sur la personne de l'épouse de ce dernier, - faits prévus et réprimés par les articles 79, 80, 82, 156 et 170 du Code Pénal.

Attendu qu'il résulte du dossier qu'il s'agit là d'une série de forfaits dont le premier prévenu ANGWANDIMA, récidiviste notoire condamné déjà par arrêt de la Cour d'Appel de Léopoldville du 31.7.1958 (R.A. 7108) à 20 années de servitude pénale et évadé le 31.10.1961 de la prison de Makala où il purgeait cette peine, a donné la liste complète lors de ses aveux en la présente poursuite devant l'OPJ Takula Simon en date du 31.7.1962 (aveux qu'il confirma par la suite devant le Parquet lors de son interrogatoire du 4.9.1962 par l'OMP L2Timothée), en donnant du coup le détail des noms des complices qui avaient participé avec lui à ces forfaits, savoir -

1°) vol durant la nuit et par effraction à la fin SEDEC MOTORS,
2°) " " " " " " " " " " TRANSPANY.

- 3°) vol durant la nuit et par effraction à l'Ambassade des Pays-Bas en complicité avec le prévenu KAWALA Samuel, évadé,
 4°) vol durant la nuit et par effraction à la firme JACQUEMOTTE & VANDER PUT, à Limete, lors duquel l'un des assaillants avait jeté un enfant par la fenêtre,
 5°) vol dans les mêmes conditions à la Boulangerie de MAKALA, en compagnie du second prévenu BUMBA Jules, d'un complice dénommé NGUMA Joseph et d'un militaire, NZENGO Louis, et lors duquel les sentinelles de la boulangerie furent ligotées, transportées et abandonnées dans la brousse,
 6°) vol avec menaces et par violence au domicile du sieur BIA, à Mont Gafula, en compagnie des prévenus MASANGA Michel (N° 6, évadé) et KAWALA MUPATA (N° 4, évadé), d'un autre complice dénommé GABY, et d'un militaire dénommé NGANDU Léon, lesquels, tous quatre, ont par surcroît et à la même occasion perpétré un viol avec violence sur l'épouse du susnommé BIA,
 7°) vol de plusieurs voitures V.W. dont l'un à la rue ITAGA N° 28, le second aux dépens de l'O.N.U., le 3e aux dépens de l'inspection de Limete, et le 4e aux dépens du sieur Jules SANZA,
 8°) vol durant la nuit et par effraction au domicile de la dame MARIE BERTH en compagnie d'une bande de 13 autres personnes, parmi lesquelles le 14e prévenu KALUNGA David et le même militaire susnommé NGANDU.

Que lors de ses mêmes aveux susdits, le premier prévenu ANGWANDIMA a reconnu que la plupart des vols et forfaits susdits avaient eu lieu à main armée, en précisant que les armes étaient portées tantôt par le prévenu KAWALA, tantôt par le complice "GABY", tantôt par le 6e prévenu MASANGA, et tantôt par les militaires NGANDU et NZENGO.

Attendu qu'à l'audience de ce jour le Conseil de Guerre a décidé d'examiner à huis clos l'affaire du vol perpétré à Mont Gafula au domicile du sieur Bia, et lors duquel un viol a été commis avec violence sur l'épouse de ce dernier, - et cela pour déterminer en premier lieu la culpabilité du premier prévenu ANGWANDIMA dans ce forfait et quitte à examiner par la suite sa culpabilité dans le restant des forfaits commis par la bande et celle des membres de cette bande dans le vol-viol susdit aussi bien que dans le restant des infractions.

Attendu qu'à cette audience le premier prévenu a éenté de mitiger sa responsabilité dans l'infraction sous examen, en soutenant qu'il ne se serait rendu à Mont Gafula que sur la demande des susnommés MASANGA, KAWALA MUPATA, "GABY" et NGANDU Léon, simplement pour les y conduire, et qu'il serait resté, lui, en dehors du domicile du sieur BIA, où le vol-viol avaient été perpétrés.

Attendu cependant qu'il résulte du dossier que, des aveux multiples de ses complices, ANGWANDIMA était le chef de la bande criminelle, - ce qui est d'ailleurs de notoriété publique.

Que lors de ses aveux sus-rapportés devant l'Officier de la Police Judiciaire (aveux qu'il confirma d'ailleurs à la lettre par la suite devant l'Officier du Ministère Public), le dit prévenu avait reconnu avoir conduit la bande dans sa voiture jusqu'au lieu du forfait, et avoir touché sa part du butin (une boîte contenant des bijoux, qui furent

retrouvés et saisis chez lui par la police et restitués à leur propriétaire). Que cependant, pour se disculper de l'inculpation de viol, qui d'ailleurs ne lui fut pas imputée par la victime, il s'empressa d'ajouter qu'au moment de ce viol, il était lui-même en train de manger ce qu'il avait trouvé dans le réfrigérateur, - ce qui met à néant son affirmation à l'audience, selon laquelle il serait resté hors ~~xxxx~~ de la maison du crime, "à la barrière"(sic)

Qu'il résulte enfin des mêmes aveux susdits du prévenu qu'au moins un des complices, le dénommé GABY, était porteur d'un revolver, que le militaire NGANIE Léon lui aurait "arraché pour menacer la dame", - et que, d'autre part, outre la victime du viol, "le Monsieur qui se trouvait à la maison avec le boy eut les mains liées avec des cordes".

Attendu donc que l'on se trouve en présence d'un vol qualifié comportant et la circonstance aggravante que l'un des complices était porteur d'armes (art. 81, N° 5 du Code Pénal) et celle des violences et menaces (art. 82 du même Code).

Que le fait que le prévenu ANGANDIMA n'était pas porteur d'armes ne saurait modifier la qualification de l'infraction, l'article 81, 5° susdit retenant la circonstance aggravante du seul fait que les coupables "ou l'un d'eux" étaient porteurs d'armes.

Que le fait qu'il n'a pas participé au viol personnellement ne peut effacer la circonstance qu'il était lui-même le chef de la bande qui le commit, - qu'il l'avait lui-même amenée à pied d'oeuvre dans l'intention de commettre un vol à main armée, - qu'après avoir ligoté ou fait ligoter le seul homme qui se trouvait sur les lieux, il assista impassible au viol commis par ses quatre acolytes, s'occupant à prendre son repas dans l'attente que ses hommes viennent lui remettre le butin du vol.

Attendu qu'aux termes de l'article 21 du Code Pénal, est considéré comme auteur de l'infraction non seulement celui qui a l'a exécuté ou coopéré directement à son exécution, mais aussi celui qui, par un fait quelconque, aura prêté pour l'exécution une aide telle que, sans son assistance, l'infraction n'eût pu être commise.

Que l'inculpé ANGWADIMA ayant lui-même amené sa bande armée au lieu du vol, ayant supervisé son exécution et ayant emporté le butin et la bande dans sa voiture, doit être considéré comme auteur de l'infraction.

Attendu que l'ordonnance N° 187 du 12.11.1962 ayant instauré le régime judiciaire militaire tel que prévu à l'ordonnance N° 11/365 du 16 décembre 1959, il y a lieu d'appliquer l'article 9 de cette ordonnance, qui prévoit que la servitude pénale édictée par la loi ordinaire peut être portée jusqu'à la servitude pénale à perpétuité et même remplacée par la peine de mort pour les infractions ci-après lorsqu'elles ont été commises en région soumise au régime militaire, savoir.... 2°) le vol à main armée.

Que dans l'application de cette disposition légale, le Conseil de Guerre n'estime devoir montrer aucune clémence à l'égard du prévenu ANGWANDIMA, qui non seulement organisa ce vol à main armée et à l'aide de violences et de menaces, punissable déjà respectivement par la loi pénale ordinaire de dix et de vingt années de servitude pénale (articles 81, 5° et 82 du Code Pénal), mais permit du coup à sa bande de se livrer par la même occasion à un viol collectif à l'aide de violence, punissable en lui-même par cette même loi pénale ordinaire de vingt années de servitude pénale, (articles 170 et 171 bis 5° du Code Pénal), en assistant lui-même à ce viol avec une passivité cynique.

Attendu ~~qu'au~~ ^{que} surplus/le prévenu ANGWANDIMA ayant commis ce forfait alors qu'il s'était évadé de prison, où il purgeait une précédente condamnation à 20 années de servitude pénale, et s'étant de nouveau évadé en cours de l'instruction de la présente affaire, s'est définitivement mis au ban de la société, dont il apparaît ainsi un ennemi déclaré, ~~ainsi~~ en créant dans la capitale l'atmosphère de terreur qui a été la cause déterminante de l'instauration du régime judiciaire militaire.

Que pour les motifs qui précèdent et pour sauvegarder la vie et l'intégrité physique des citoyens paisibles, il y a lieu de lui infliger la peine capitale prévue par l'article 9 susrapporté de l'ordonnance législative N° 11/365 du 16 décembre 1959.

Attendu par ailleurs qu'il est résulté de l'instruction de l'affaire qu'à part les prévenus actuels, deux autres complices, les militaires ZENGO Louis et NGANDU Léon, sont gravement impliqués dans les infractions sous examen mais ne figurent pas au banc des accusés malgré que leur citation de comparaître ne présente guère de difficulté eu égard à leur état. Que le Conseil de Guerre estime devoir, ~~inviter~~ dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, inviter le Ministère Public à citer les dits inculpés de comparaître à l'audience ci-bas fixée pour l'examen du restant des infractions et le jugement du restant des prévenus impliqués dans l'infraction examinée dans le présent jugement.

Par ces motifs

Le Conseil de Guerre ordonne la disjonction des poursuites en ce qui concerne les prévenus KAWALA MUTAPA Denis, IKETE Lambert, MASANGA Michel, MOLOPAI Roger, MAKENGO Pedro, MBONGO PASTI Marcel, LUMINGU Simon, et KAWALA Samuel, défaillants, afin qu'il soit statué ultérieurement à leur rencontre en poursuite séparée;

Statuant contradictoirement à l'égard du prévenu ANGWANDIMA Jean, convaincu de participation à vol à main armée et ~~parxxxix~~ à l'aide de violences et menaces, et par application des articles 21, 79, 81 (5°) et 82 du Code Pénal et de l'article 9 de l'ordonnance législative N° 11/365 du 16 décembre 1959, condamne ce prévenu à la peine de mort.

Renvoie la cause et les prévenus comparants ANGWANDIMA Jean,

BUMBA Jules, MAKENGO Omer, INDAMBI Louis, NGOMBA LOME Georges,
UKELISA Philippe, KALUNGA David et MBUNGA Emmanuel, comparants,
à l'audience du 15 janvier 1963, et ordonne la citation pour
cette même audience des inculpés ZENGO Louis et NGANDU Léon.

Conseil de Guerre

Jugement du 15 janvier 1963

Anhosef

Aff. Ministère Public c/1) ANGWANDIMA Jean

- 2) BUMBA Jules
- 3) MAKINGO Omer
- 4) INDAMBI Louis
- 5) ~~MAKAKAIXRAGAN~~ NGOMBA LOME Georges
- 6) UKELISA Philippe
- 7) KALUNGA David
- 8) MBUNGA Emmanuel
- 9) ZENGO Louis
- 10) NGANDU Léon

- - - - -

Attendu que les faits, les préventions et la procédure sont rapportés dans le précédent jugement rendu en la présente poursuite par ce Siège à la date du 7 janvier 1963 et par lequel il a été statué à l'encontre du premier prévenu ANGWANDIMA Jean et en ce qui concerne la prévention de vol à main armée perpétré au domicile du sieur BIA à Mont Gafula.

Attendu que conformément à l'injonction du susdit jugement, les prévenus ZENGO Louis et NGANDU Léon ont été régulièrement cités à comparaître à la présente audience pour être statué à leur rencontre et à l'encontre du restant des prévenus susnommés pour les autres préventions rapportées dans le jugement précité.

1°) En ce qui concerne le prévenu ANGWALIMA Jean:

Attendu que ce prévenu, en dehors du vol à main armée pour lequel il a été jugé par le jugement susmentionné, a reconnu, lors de son interrogatoire du 31.8.1962 devant l'OPJ TAKULA Simon, avoir participé à tous les vols énumérés dans le susdit jugement, vols dont il a d'ailleurs lui-même donné le détail lors de son dit interrogatoire.

Que lors de ce même interrogatoire, il a reconnu que plusieurs de ces vols avaient été perpétrés à main armée et que la bande avait l'habitude de maltraiter les occupants des établissements et maisons qu'elle dévalisait, en leur liant les mains pour les empêcher de réagir. Qu'il y reconnut notamment qu'un des membres de la bande, NGANDU Luis, était armé lors du vol perpétré chez MARIE BETH, et que lui-même avec ses acolytes avait ligoté les sentinelles lors du vol commis à la BOULANGERIE de MAKALA.

Que par la suite, lors de son interrogatoire au Parquet en date du 4.9.1962, le dit prévenu, après que lecture lui a été donnée de ses déclarations susdites faites devant la Police, les a catégoriquement reconnues et confirmées.

Qu'enfin à l'audience de ce jour, il a à nouveau reconnu la ma-

jeune partie de ces forfaits, en avouant avoir participé aux vols perpétrés à la SEDEC MOTORS, à la BOULANGERIE LIMETE, à la BOULANGERIE LONINGISA et au vol d'une voiture V.W. de l'O.N.U.

Que les préventions sont donc établies en fait à la charge de ce prévenu.

2°) En ce qui concerne le prévenu BUMBA Jules:

Attendu que ce prévenu a été formellement dénoncé par le prévenu précédent ANGWARDIMA, lors de son interrogatoire devant l'OPJ du 31.7.1962 susmentionné, d'avoir participé avec lui dans les divers vols qu'il y énuméra, spécialement dans les vols pratiqués à la SEDEC MOTORS, à la BOULANGERIE DE MAKALA et chez MARIE BETH. Que dans sa dite déposition, le prévenu ANGWARDIMA est même allé jusqu'à affirmer que le dit prévenu BUMBA était le chef de la bande, à laquelle il aurait lui-même adhéré par la suite.

Que le prévenu BUMBA lui-même, lors de son interrogatoire du 3.8.1962 devant l'OPJ EBOEYA Alphonse, a formellement reconnu avoir participé au moins aux trois vols perpétrés à Limete au préjudice de GODHAIR, de MARIE BETH et de la BOULANGERIE CONGOLAISE. Qu'il a ajouté que lors du premier de ces vols, trois des membres de la bande, dont les deux militaires NZENGO et NGANDO, étaient armés, et qu'au moins un des occupants des lieux fut "tappé et menacé", et que lors du vol à la BOULANGERIE CONGOLAISE le gendarme NGANDO et "GABIE", qui faisaient partie de la bande, étaient armés, et que les sentinelles de la boulangerie furent ligotées/enfermées.

Que par la suite, lors de son interrogatoire du 4.9.1962 devant le Parquet, le prévenu BUMBA a expressément reconnu et confirmé ses aveux susdits, à l'exception de son aveu concernant le vol chez M. GODHAIR, auquel cette fois-ci il affirma n'avoir pas participé; qu'il en fit autant à nouveau devant ce Siège, à son audience de ce jour.

Que cependant le co-prévenu MASANGA Michel (qui, depuis lors, s'est évadé et n'a pas comparu en la présente poursuite) avait affirmé, lors de son interrogatoire du 6.8.1962 devant l'OPJ MAMengi Simon, que le susdit prévenu BUMBA Jules avait participé aux quatre vols perpétrés à la Boulangerie de LONINGISA, à la boulangerie de LUNGUALA, à la boulangerie CONGOLAISE et chez MARIE Beth, vols auxquels lui-même, MASANGA, reconnut avoir pris part, et confirma au surplus que lors du second et troisième de ces vols, au moins un des membres de la bande, le militaire NZENGO Luis au second de ces vols, et le militaire NGANDO Léon lors du troisième de ces vols, étaient porteurs d'armes, et que d'autre part de la violence et des menaces furent employées lors des second, troisième et quatrième de ces vols.

Attendu donc que la prévention se trouve établie en fait contre ce prévenu BUMBA Jules.

3°) En ce qui concerne le prévenu MAKENGO Omer:

Attendu que lors de son interrogatoire du 6.8.1962 devant l'OPJ Ngombe Dominique, le prévenu MAKENGO Omer a commencé par avouer qu'il avait participé avec la bande à deux vols, celui perpétré chez MARIE BETH et celui de la Boulangerie LONGUALA, puis, se retractant, il expliqua qu'il n'aurait pas participé au second de ces vols vu qu'il serait arrivé en retard sur le restant de la bande.

Qu'il réitéra ces aveux devant le Ministère Public lors de son interrogatoire du 4.9.1962, aussi bien que devant ce Siège à ses audiences des 7 et 15 janvier 1963.

Qu'au surplus le co-prévenu ANGWARDIMA, lors de son interrogatoire du 31.7.1962 devant la police et de ses aveux réitérés devant le Parquet le 4.9.1962, a formellement cité le prévenu MAKENGO Omer comme ayant fait partie de sa bande dans les divers vols qualifiés qu'il avait organisés.

Qu'il échet donc de retenir que le prévenu MAKENGO Omer faisait partie de la bande d'ANGWARDIMA et qu'il avait personnellement participé pour le moins à un vol commis par cette bande, celui perpétré chez MARIE BETH.

Que la prévention est donc établie en fait à la charge de ce prévenu.

4°) En ce qui concerne le prévenu INDAMBI Louis:

Attendu que le prévenu INDAMBI Louis, lors de son interrogatoire du 7.8.1962 devant l'OPJ Takula Simon, a formellement avoué avoir participé avec la bande d'ANGWALIMA au vol commis dans l'atelier MARIE BETH, ajoutant que lors de ce vol, les boys se trouvant à l'atelier furent mis en fuite par un coup de revolver tiré par ANGWARDIMA en l'air. Que lors de ses mêmes aveux, le même prévenu reconnut d'autre part qu'au retour de la bande de Kinkolo, où elle était allée éventrer le coffre-fort volé chez MARIE BETH, il avait lui-même attaqué avec la bande un boutiquier se trouvant au bord de la grande route de la Sabena et lui avoir arraché un fusil qu'il tenait en mains.

Qu'au surplus le co-prévenu ANGWARDIMA, lors de ses aveux sus-rapportés devant la police en date du 31.7.1962 (aveux confirmés d'ailleurs lors de son interrogatoire du 4.9.1962 devant l'OMP), a formellement dénoncé le dit prévenu INDAMBI Louis comme ayant fait partie de sa bande.

Qu'enfin devant ce Siège, à l'audience du 7 janvier 1962, le prévenu INDAMBI Louis a de nouveau avoué avoir participé au vol chez MARIE BETH, ce qui rend sans valeur ses protestations d'innocence faites à l'audience suivante de ce jour.

Que la prévention est donc établie en fait contre ce prévenu également.

5°) En ce qui concerne le prévenu NGOBA LOME Georges:

Attendu que ce prévenu NGOBA LOME a été formellement dénoncé par le co-prévenu ANWANDIMA comme ayant fait partie de sa bande lors de l'interrogatoire de ce dernier devant la police le 31.7.1962 et lors de ses aveux réitérés devant le Parquet le 4.9.1962.

Que lui-même, NGOBA LOME, lors de son interrogatoire devant la police le 6.8.1962, a formellement avoué avoir participé au vol chez MARIE BETH; qu'il expliqua qu'avant ce vol, le co-prévenu BUMBA Jules est venu lui remettre une boîte de cartouches de revolver, lui disant de l'emporter avec lui sur les lieux où ils allaient tenter le vol; que sur les lieux, les deux gendarmes qui faisaient partie de la bande les co-prévenus NZENGO et NGANDU) sont entrés armés dans l'atelier, se sont emparés des boys qui s'y trouvaient, les ligotèrent et les enfermèrent, puis toute la bande enfonça les portes et emporta le coffre-fort.

Qu'à l'audience de ce Siège du 7.1.1962, le dit prévenu réitéra ses aveux susdits, ajoutant pour sa défense qu'il n'avait participé qu'à ce seul vol parmi ceux perpétrés par la bande.

Que la prévention est donc établie en fait à son encontre.

6°) En ce qui concerne le prévenu UKELISA Philippe:

Attendu que ce prévenu également a été dénoncé par le co-prévenu ANGWANDIMA, lors de ses aveux susdits devant la police et le Parquet, comme ayant fait partie de sa bande.

Que de son côté, l'autre co-prévenu BUMBA Jules, lors de ses aveux devant la police le 3.8.1962, confirmés devant le parquet le 4.9.1962, a formellement désigné le prévenu UKELISA Philippe comme étant l'un des bandits ayant participé avec lui au vol chez MARIE BETH.

Que si, lors de son interrogatoire par l'OPJ Mamengi Simon le 6.8.62, le dit prévenu UKELISA Philippe a voulu contester avoir participé à ce dernier vol, il a été démenti au cours du même interrogatoire par le co-prévenu ANGWANDIMA, qui, confronté avec lui, a catégoriquement confirmé qu'UKELISA Philippe était l'un des participants au vol chez MARIE BETH.

Qu'au cours du même interrogatoire, le même prévenu UKELISA Philippe, tout en contestant avoir pris part au dit vol, a par contre reconnu avoir collaboré au vol d'un coffre à la O.C.A. en compagnie des dénommés MODESTE, IKABA, HENRI et JOSEPH, - vol au cours duquel, décrit-il, la sentinelle des lieux avait été molestée et conduite à Binza, alors que, aux dires de cette sentinelle, entendue au cours du même interrogatoire, elle aurait été battue, blessée et enfermée dans le W.C. de l'établissement par les assaillants.

Attendu que ces éléments établissent donc que, malgré ses dénégations, le prévenu UKELISA Philippe a participé au moins aux deux vols susdits, - et la prévention se trouve donc établie en fait à son en-

contre.

7°) En ce qui concerne le prévenu KALUNGA David:

Attendu que le co-prévenu ANGWARDIMA, lors de ses aveux susrappor-
tés devant la police (31.7.1962) et le Parquet (4.9.1962), a formelle-
ment dénoncé le prévenu KALUNGA David d'avoir fait partie de l'asso-
ciation criminelle qu'il avait formée, et d'avoir ^{notamment} participé au vol chez MARIE BETH; qu'il précisé que c'était KALUNGA David
qui avait menacé les deux boys de cet atelier, et la femme de l'un
de ces boys, lors du vol en question.

Que le prévenu KALUNDA David lui-même, lors de son interrogatoire
du 9.8.1962 devant l'OPJ TAKULA Simon, a confirmé qu'il avait participé
au vol chez Marie BETH, en précisant qu'il avait été là pour "menacer
les boys d'un bâton, de manière à permettre aux hommes qui étaient dans
la maison de faire sortir le coffre".

Que par ailleurs, l'autre co-prévenu KAWALA Samuel (évadé et défaut-
lant), lors de son interrogatoire du 25.7.1962 devant le même OPJ TAKULA
Simon, avait déclaré que le prévenu KALUNGA David lui-même
confié qu'il avait participé avec ANGWARDIMA à un autre vol de coffre-
fort à la firme FADECO et s'était même vanté devant lui qu' "il volait
tous les jours des coffres avec ANGWARDIMA". Le même co-prévenu-témoin
KAWALA décrit en même temps qu'au moment où, ~~xxxxxcompagnie de xxxxxx~~
~~xxxxxxx~~ conduisant les policiers pour les aider dans l'arrestation
des criminels, il rencontra au Bar Vis-à-Vis le prévenu KALUNGA David, ce
qui lui demanda aussitôt s'il était arrêté, à quoi il répondit négati-
vement et s'empressa lui-même de lui demander s'il était exact qu'il
avait volé trois coffres avec ANGWARDIMA, à quoi le prévenu KALUNGA se
borna à répondre par un sourire en se vantant en même temps d'avoir
volé une voiture V.W. avec laquelle il se promenait sur la route Madimba-
Léopoldville, - lorsque les policiers, qui faisaient le guet autour, sur-
vinrent et l'arrêterent.

Attendu que la prévention se trouve donc établie en fait contre
le prévenu KALUNGA David, malgré ses dénégations à l'audience.

8°) En ce qui concerne le prévenu MBUNGA Emmanuel:

Attendu que le prévenu MBUNGA Emmanuel, qui n'a pas été cité par
ANGWARDIMA comme ayant fait partie de sa bande responsable des forfaits
litigieux, et qui n'a été mentionné non plus par aucun des autres co-
prévenus comme ayant participé à l'un quelconque des crimes faisant
l'objet des préventions sub judice, a reconnu, lors de son interroga-
toire devant l'OPJ NGOMBE Dominique du 7.8.1962, qu'il avait précédem-
ment collaboré avec ANGWARDIMA dans divers vols pour lesquels une ins-
truction était ouverte à son encontre et qu'en cours de cette instruction
il s'était évadé de la prison à la date du 20.7.1962, lorsque, quatre
jours après cette évasion, surpris en compagnie d'ANGWARDIMA dans un
bar par un agent de la sûreté, qui est allé alerter la police, il était
arrêté seul dans ce bar, ANGWARDIMA ayant entretemps quitté.

Attendu qu'interrogé à l'audience de ce Siège du 7.1.1963, le

dit prévenu MBUNGA Emmanuel a reconnu qu'il avait commencé sa collaboration avec ANGWANDIMA en 1962 et qu'il s'était livré à des vols avec ce dernier à deux reprises.

Que la prévention est donc établie en fait contre ce prévenu.

9°) En ce qui concerne le prévenu ZENGO Louis (gendarme) :

Attendu que ce prévenu ZENGO Louis, qui appartient à la 2e Compagnie de la Gendarmerie, a catégoriquement contesté à l'audience de ce Siège du jour avoir participé à l'une quelconque des infractions sub judice, prétendant ignorer tout de ces infractions et de la bande qui les a commises.

Attendu cependant que ces dénégations sont mises à néant par les éléments précis et concordants fournis par le dossier, qui établissent que non seulement le dit prévenu a participé aux dites infractions, mais qu'il y a joué même un rôle prépondérant.

Qu'en effet, le co-prévenu ANGWANDIMA, lors de ses aveux précités devant la police (31.7.1962) et le Parquet (4.9.1962) a formellement désigné ZENGO Louis comme ayant fait partie de la bande criminelle qui se livra aux forfaits sub judice, en spécifiant que le dit prévenu était celui qui avait transporté en voiture les sentinelles ligotées jusqu'à Kinkole, lors du vol perpétré dans la BOULANGERIE DE MAKALA.

Que cette dernière accusation fut confirmée par l'autre des co-prévenus, NGUMA Joseph (évadé, défaillant), lors de son interrogatoire du 6.8.1962 devant la Police.

Qu'à son tour le co-prévenu (évadé, défaillant) KAWALA MATAPA Denis lors de son interrogatoire du 6.8.1962 devant l'OPJ Ngombe Dominique, affirma que le prévenu ZENGO Louis avait participé avec lui aux vols chez MARIE BETH, à la BOULANGERIE CONGOLAISE (Limete) et chez le sieur BIA, à MONT GAFULA, et que lors de ce dernier forfait lui-même et le prévenu ZENGO Louis avaient perpétré le viol avec violence sur la dame BIA, outre les deux autres co-auteurs MASANGA Michel et "GABY".

Que le co-prévenu MAKENGO Omer a lui aussi confirmé, lors de son interrogatoire devant la police le 6.8.1962, que le susdit prévenu ZENGO Louis avait participé au vol chez MARIE BETH, - ce qui a été confirmé également par le co-prévenu BUMBA Jules lors de son interrogatoire du 3.8.1962 devant la police, où ce dernier ajouta que le prévenu ZENGO Louis avait par surcroît participé au vol chez le sieur GODHAIR, à la 9e rue de Limete, et qu'il y était porteur d'une arme. Que le même prévenu BUMBA confirma également que le prévenu ZENGO Louis avait aussi participé au vol de la BOULANGERIE DE MAKALA et qu'il avait emmené avec lui les deux sentinelles de la boulangerie pour aller les jeter à Kinkolo.

Que lors de ce même interrogatoire du 3.8.1962, l'autre co-prévenu NGOMBA LOME a confirmé que "les deux gendarmes", dont ZENGO

Louis, avaient participé au vol chez MARIE BETH les armes à la main, et avaient ligoté et enfermé les deux boys de l'atelier.

Que le co-prévenu MASANGA Michel, lors de son interrogatoire du 6.8.1962 devant la police, confirma lui aussi que ZENGO Louis avait participé, en tenue de militaire et arme en mains, aux deux vols à la BOULANGERIE de LUNGUALA et chez MARIE BETH.

Attendu donc que les préventions sont établies en fait contre ce prévenu ZENGO Louis.

10°) En ce qui concerne le prévenu NGANDU Léon:

Attendu que ce prévenu également, qui appartient lui aussi à la 2e Compagnie de la Gendarmerie, a voulu contester sa culpabilité à l'audience de ce jour, et prétendu ignorer tout des infractions qui lui sont imputées.

Que cependant sa participation à la bande ANGWANDIMA et spécialement aux vols perpétrés chez BIA, à Mont Gafulu (où il employa une arme pour menacer la dame BIA et où il prit part avec ses trois acolytes au viol avec violence perpétré sur cette dernière), - ~~chez MARIE BETH les armes à la main, et avaient ligoté et enfermé les deux boys de l'atelier.~~ à la BOULANGERIE CONGOLAISE (où il était également armé et avait enfermé les sentinelles sous la menace de son arme), - chez le sieur GODHAIR et à l'atelier MARIE BETH (où il ligota les deux boys sous la menace de son arme et les enferma), - toutes ces participations du prévenu NGANDU Léon ont été formellement reconnues, dénoncées et confirmées par ses complices ANGWANDIMA, KAWALA MUTAPA, MAKENGO Omer, BUMBA Louis, NOGOBA LOME, MASANGA Michel lors de leur interrogatoires plus haut spécifiés devant la police et le Parquet.

Que les préventions sont donc établies en fait contre ce dernier prévenu également.

En droit

Attendu que les préventions ainsi établies en fait contre tous les prévenus, l'on se trouve en présence d'une bande organisée de criminels qui s'est livrée à une série de vols qualifiés comportant soit la circonstance aggravante que l'un ou plusieurs des co-auteurs étaient porteurs d'armes, soit celle des violences et menaces, - vols au cours des quels, par surcroît, un enfant a été jeté par la fenêtre, une femme a été violée par quatre des badits, deux sentinelles ont été ligotées et jetées dans la brousse, deux boys ont été molestés et enfermés, et une sentinelle fut violée et séquestrée.

Attendu que de par le droit commun et aux termes des articles 21, 79, 80, 82, 170 et 171 bis (5°) du Code Pénal, chacun de ces forfaits, même pris isolément, est puni d'une servitude pénale allant jusqu'à 20 ans.

Mais attendu que l'ordonnance N° 187 du 12.11.1962 a instauré le

régime judiciaire militaire tel que prévu à l'ordonnance N° 11/365 du 16 décembre 1959, il y a lieu d'appliquer l'article 9 de cette ordonnance, qui prévoit que "la servitude pénale édictée par la loi ordinaire peut être portée jusqu'à la servitude pénale à perpétuité et même remplacée par la peine de mort pour les infractions ci-après, lorsqu'elles ont été commises en région soumise au régime militaire, savoir.... 2°) les v-ols commis à main armée"

Attendu que, dans l'application de cette disposition légale, le Conseil de Guerre n'estime devoir montrer aucune indulgence envers les prévenus, tous récidivistes de l'évasion, ayant commis la majeure partie de leurs forfaits alors qu'ils s'étaient évadés de la prison où ils purgeaient des peines précédentes pour d'autres délits et qui, par leur persistance dans la délinquance, ne présentent plus aucun espoir d'amendement pour eux-mêmes, mais un danger concret pour la vie et l'intégrité physique des citoyens paisibles.

Par ces motifs

Le Conseil de Guerre, statuant contradictoirement,

condamne les prévenus ANGWARDIMA Jean, MBUNGA Emmanuel, ZENGO Louis et NGANDU Léon à la peine de mort,

condamne d'autre part les prévenus BUMBA Jules, MAKENGO Omer, INDAMI Louis, NGOMBA LONE Georges, UKELISA Philippe et KALUNGA David à la servitude pénale à perpétuité,

tous comme co-auteurs de vols à main armée et à l'aide de violences et de menaces, de viol avec violence et d'association formée dans le but d'attenter aux personnes et aux propriétés, - et par application des articles 21, 79, 81 (5°), 82, 156, 170 et 171 bis (5°) du Code Pénal, et de l'article 9 de l'ordonnance N° 11/365 du 16 décembre 1959 telle que mise en vigueur par l'ordonnance N° 187 du 12.11.1962.

ajoutant qu'il aurait oublié de restituer par la suite la clé du cachot à son supérieur; que le même prévenu a reconnu que le détenu KNGWANDIMA MIBA lui avait promis une somme d'argent indéterminée pour s'il l'aidait à s'évader et lui avait même indiqué la personne à laquelle il devrait s'adresser pour toucher le montant au moyen de la vente d'une parcelle qu'il disait lui appartenir.

Attendu que ces aveux établissent que les deux prévenus MANGONGO et SUSOWA ont sciemment collaboré à l'évasion des détenus et que la distribution de la boisson faisait partie du plan de l'évasion, en enlevant aux autres gardes toute velléité de réagir.

Attendu que le sergent MANGONGO et le caporal SUSOWA ne pouvaient ignorer que si cette bande de détenus civils avait été incarcérée dans un camp militaire et confiée expressément à leur garde, cela était dû au fait qu'il s'agissait de criminels condamnés à mort ou à la servitude perpétuelle, au surplus récidivistes de l'évasion de notoriété publique, et qu'on ne pouvait donc garder en sécurité dans une prison ordinaire.

Qu'en conséquence les deux prévenus savaient avec pertinence que leurs ordres formels étaient d'empêcher à tout prix toute tentative d'évasion de ces détenus confiés à leur garde.

Qu'en violation flagrante de ces ordres, ils ont au contraire facilité, voire directement collaboré à cette évasion.

Attendu qu'aux termes de l'article 20 du Code Pénal Militaire (décret du 22 décembre 1888), "sont punies de cinq années de servitude pénale les fautes militaires graves énumérées ci-après:.... l'insubordination, c. à d. le refus d'obéir aux ordres donnés par un supérieur ou l'abstention à dessein de les exécuter".

Mais attendu que l'ordonnance N° 187 du 12.11.1962 a instauré à Léopoldville le régime judiciaire militaire tel que celui-ci se trouve réglementé par l'ord. législ. N° 11/365 du 16 décembre 1959.

Qu'aux termes de l'article 9 de cette dernière ordonnance, "la servitude pénale prévue par la loi ordinaire peut être portée jusqu'à la servitude pénale à perpétuité et même remplacée par la peine de mort pour les infractions ci-après, lorsqu'elles ont été commises en région soumise au régime militaire:.... 4°) l'insubordination militaire".

Attendu donc que le refus des prévenus d'obéir aux ordres qu'ils avaient reçus de leurs supérieurs, ou leur abstention intentionnelle de les exécuter, constitue en l'espèce une insubordination militaire commise en région soumise au régime militaire, et, comme telle, passible de la peine de mort.

Que le Conseil de Guerre, considérant que les prévenus, au même titre que tous les habitants de Léopoldville, savaient que le régime

militaire avait été instauré dans cette ville en raison précisément des crimes qu'avaient commis entr'autres les détenus confiés à leur garde et sur lesquels pesaient des condamnations à mort et à la servitude perpétuelle, n'estime devoir montrer aucune clémence à leur égard, puisqu'ils se sont sciemment concertés pour tenir en échec ce régime militaire dont ils supportent actuellement les conséquences.

2°) En ce qui concerne les prévenus
WENGE et MBANGOMOKÉ

Attendu qu'il résulte de l'instruction susrapportée que ces deux prévenus n'ont été que les victimes des agissements de leur supérieur, le sergent MANZONGO, et qu'au surplus aucune évasion ne s'est produite parmi les détenus qui se trouvaient au cachot confié à leur garde.

Qu'il y a donc lieu de les renvoyer des fins des poursuites.

3°) En ce qui concerne les prévenus
DIBUISA et DONGALA-BAGIA

Attendu que tant lors de l'instruction préliminaire que lors de leur interrogatoire à l'audience de ce jour, les deux prévenus DIBUISA et DONGALA-BAGIA ont reconnu avoir donné asile aux deux ~~condamnés~~ détenus MIBA et PANZU après leur évasion, alors qu'ils savaient qu'ils étaient condamnés à des peines supérieures à 5 années de servitude pénale; que tous les deux ont simplement tenté de s'excuser en soutenant qu'ils étaient sur le point d'alerter la police, mais qu'ils n'en ont pas eu le temps vu qu'ils ont été arrêtés.

Attendu que cette défense est mise à néant par les déclarations faites devant la police par l'évadé MBA André, qui reconnut avoir passé deux nuits chez le prévenu DIBUISA après son évasion, - et par les aveux du prévenu DONGALA lui-même à l'audience, qui reconnut non seulement avoir gardé chez lui les évadés "depuis 10 du matin jusqu'à 5 h. de l'après-midi à discuter", mais avoir même accepté d'aller transmettre un message de leur part au co-prévenu DIBUISA.

Que la prévention se trouve donc établie à la charge de ces deux prévenus en fait, et est correctement qualifiée en droit de recel d'évadés dans le cadre de l'article 164 du Code Pénal, dont il y a lieu de faire application aux prévenus des peines y prévues.

Par ces motifs

Le Conseil de Guerre, statuant contradictoirement,

Condamne les prévenus MANZONGO Damas, sergent, et SOSWA, caporal, du chef d'insubordination militaire et par application de l'article 20 du Code Pénal Militaire et de l'article 9 de l'ordonnance législative N° 11/365 du 15 décembre 1959 remise en vigueur par l'ordonnance N° 187 du 12.11.1962, à la peine de mort.

Condamne les prévenus DIBUISA Damas et DONGALA BANGIA Gaston, du

milieu avait été instauré dans cette ville en raison particulière
des crimes qu'avaient commis contre les déportés les
recel d'évadés et par application de l'article 164 du Code Pénal,
à six (6) mois de servitude pénale chacun et au 1/6 des frais de
poursuites chacun, à payer dans le délai légal, sous peine pour le
défaillant de subir 7 jours de contrainte par corps.

Acquitte les prévenus WENGE David et MBANGOMOKE, caporaux, et
les renvoie des fins des poursuites sans frais.

Attendu qu'il résulte de l'instruction que les deux
prévenus n'ont été que les victimes d'un complot
laissant à penser qu'ils avaient été enlevés par les
parties belligères qui se trouvaient au pouvoir à l'époque.

Qu'il y a donc lieu de les renvoyer des fins des poursuites.

2°) En ce qui concerne les prévenus
DIBUJA et DONGALA-BAGIA

Attendu que tant lors de l'instruction judiciaire que lors de
leur interrogatoire à l'audience de ce jour, les deux prévenus DIBUJA
et DONGALA-BAGIA ont reconnu avoir donné suite aux demandes de
MBA et TANU après leur éviction, alors qu'ils savaient qu'ils étaient
condamnés à des peines d'emprisonnement à 5 années de servitude pénale, que
tous les deux ont également tenté de fuir le pays en empruntant un
véhicule sur la route à l'entrée de la police, mais qu'ils n'ont pas eu
le temps de partir avant d'être arrêtés.

Attendu que les deux défenses ont mis à nu les faiblesses
faites devant la police par l'événement de ce jour, qui reconnaît avoir donné
suite aux demandes de DIBUJA après son éviction, et reconnaît non
seulement avoir permis aux deux prévenus DONGALA-BAGIA et DIBUJA
d'avoir accès à la route, mais aussi d'être évadés, et d'être
poursuivis par la police, mais qu'ils n'ont pas eu le temps de
partir avant d'être arrêtés.

La motivation de l'ordonnance émise à la charge de ces deux
prévenus en fait, et est complètement dénuée de tout fondement
évident dans le cadre de l'article 164 du Code Pénal, dont il y a lieu
de faire application aux prévenus des peines y prévues.

Par ces motifs

Le Conseil de Guerre, statuant contradictoirement,

Condamne les prévenus MBANGOMOKE, sergent, et DIBUJA, caporal,
à 5 ans de servitude pénale et à la peine de mort.
30 du Code Pénal Militaire et de l'article 2 de l'ordonnance législative
du 15 décembre 1957 relatives au régime des évadés, et l'ordonnance
du 15 décembre 1957, à la peine de mort.

Condamne les prévenus DIBUJA, sergent, et DONGALA-BAGIA, caporal, à



8 March

3

Headquarters, New York

Mr. Jesus Garcia-Perez-Bances (your 8/4)

.....

Civilian Operations have transmitted to us the attached copy of a letter from the Ministry of National Education from which you will note that they would have no objection to Mr. Perez-Bances' recruitment by ONUC as a Magistrate. Furthermore, this candidate has been interviewed by Mr. D. Kokinopoulos and has been found qualified for the post of "Substitut de Procureur d'Etat". In view of the above, kindly reconsider this matter and advise us of your decision, as soon as possible.

cc. Mr. S. Habib Ahmed
Mr. D. Kokinopoulos

COPIE

REPUBLIQUE DU CONGO

Léopoldville, le 19 Février 63

Ministère de l'Education Nationale
et des beaux Arts

1ère Direction Générale

Services Généraux

Monsieur,

Le Ministère de l'Education Nationale et des Beaux Arts ne voit aucun inconvénient à ce que M. Jésus Garcia Perez soit engagé par l'ONUC dans le cadre de la magistrature au Service du Gouvernement congolais.

Je suis certain que M. Garcia Perez rendra d'aussi bons services à notre Gouvernement dans le cadre de sa spécialité que ceux qu'il nous a rendus pour l'Education depuis deux ans au Congo.

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Raphael Willy
Secrétaire général de l'Education Nationale
et des Beaux Arts

M. Kokinopoulos
Chef de Service de la Magistrature
ONUC
Léopoldville

sans objection de ma part
(signed)

20/2/63



BOITE POSTALE 748
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC, LEOPOLDVILLE

N/ref: G/5
TA/1

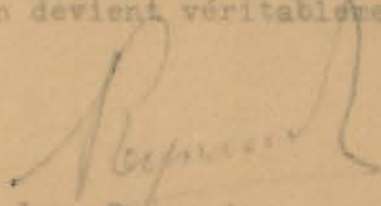
le 8 mars 1963

Au : Le Chef des Opérations civiles
De : Jean Reynaud, Chef de la Mission du B.I.T.
Leopoldville
Objet : Agrément de M. Jacques Waille (Projet 55-02)

1. J'ai l'honneur d'attirer une fois de plus votre attention sur mes notes du 14 février et du 26 février ainsi que sur ma note du 27 février.

2. Au reçu de la note de M. Gilpin en date du 26 février, note dont je le remercie, j'ai envoyé au B.I.T. à Genève un cable dans lequel, pour faire patienter les services centraux, j'indiquais notamment qu'une décision rejetant ou approuvant la candidature de M. Waille ne pourrait maintenant intervenir qu'après le retour du Premier Ministre à Leopoldville. Le Premier Ministre est revenu de Bruxelles depuis environ une semaine.

3. Je vous saurais gré de tout ce que vous pourriez faire afin de hâter la décision, en particulier auprès du Bureau de Coordination économique et, au besoin, auprès des instances supérieures. La position devient véritablement intenable.


Jean Reynaud



50-23
PER 311
Le 6 Mars 1963

Cher Monsieur,

Je tiens à vous souhaiter chaleureusement la bienvenue parmi nous au Congo et à vous exprimer mes vœux de réussite dans le travail que vous allez entreprendre en aidant le peuple et le Gouvernement du Congo à édifier la structure de leur pays dans la prospérité. Les problèmes qui se posent sont multiples mais nous sommes certains qu'en faisant preuve de patience et de bonne volonté, nous pourrions aider le peuple congolais à les résoudre.

Je dois préciser que votre fonction répond à la demande du Gouvernement congolais dans le cadre du programme global de la famille des Nations Unies. Votre nom a été soumis à l'approbation du Gouvernement que vous servirez en qualité de magistrat.

Vous connaissez les fonctions que vous êtes appelés à assumer. Vous serez revêtu de celles-ci par Ordonnance de nomination du Chef de l'Etat et vous prêterez le serment réglementaire à la République du Congo. En votre qualité de magistrat de l'Etat du Congo, vous serez incorporé dans la magistrature congolaise, dépendrez hiérarchiquement des autorités judiciaires et administratives du pays, et serez régi par les règles de la législation locale relatives à votre statut de magistrat. Si quelques éclaircissements vous paraissent nécessaires au sujet de la nature de vos fonctions, il serait souhaitable de consulter au plus tôt les personnes qualifiées qui seront en collaboration dans votre travail, et avec lesquelles vous serez mis en contact.

Monsieur Georges Fayad
ONUC
Léopoldville

par l'entremise du Conseiller principal de la magistrature aux Opérations Civiles.

Comme vous le savez, vous faites partie d'une équipe d'experts dans le domaine de la magistrature. M. D.Kokinopoulos est le Conseiller principal dans ce domaine. Il vous fera un exposé détaillé et vous donnera une documentation de base pour votre travail.

A partir de votre nomination, cependant, en raison de votre qualité de magistrat, vous devenez seul juge, à la lumière de la législation du pays, de tout ce qui concerne l'exercice de vos fonctions ou qui touche la ligne de conduite dans votre travail.

Ceci, naturellement, n'exclut point que vous gardiez un contact direct avec le Conseiller principal, notamment pour toutes questions d'ordre général ou particulier qui a trait aux problèmes concernant le fonctionnement de la justice et la réorganisation judiciaire, surtout si la solution de la question dépend d'une action ou contribution des Nations Unies, dont la mission au Congo, dans le cadre de son assistance au Gouvernement, comprend les problèmes en question.

En accord avec le Conseiller Principal, vous êtes invité à rencontrer le Chef de Service de l'Information de l'ONUC, dans le début de votre affectation.

Les Services administratifs de l'ONUC sont à votre disposition pour vous prêter l'assistance voulue en ce qui concerne le logement et le transport. Outre les Services administratifs, il se trouve une section administrative au sein des Opérations Civiles que vous devriez d'abord contacter suivant vos besoins. En ce qui concerne le règlement de votre traitement et allocations ainsi que les questions contractuelles ordinaires, il existe au Bureau du Personnel une section qui s'occupe uniquement des experts.

Il ne me reste qu'à vous réitérer mes souhaits de réussite dans votre mission en espérant qu'elle représentera pour vous une expérience fructueuse.

AG Gilpin
Chef a.i. des Opérations
Civiles



CABINET
DU PREMIER MINISTRE



Leopoldville, le 1er mars 1963

N. 224/BCE/63

/CAR/P M/

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

A Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'ONU au Congo
Leopoldville.

TEC 110/2

50-03

Objet : Demande Conseillers en
Matière Juridique

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Nous venons de recevoir une lettre du Monsieur le Ministre des Transports et Communications nous informant qu'en outre les trois Conseillers Juridiques prévus dans le programme d'assistance technique pour l'année 1963 au Ministère des Transports et Communications, il serait indispensable à son Ministère d'avoir deux conseillers juridiques, l'un pour le Droit fluvial et maritime et l'autre pour le Droit international dans le domaine des transports.

Comme vous le voyez dans la lettre précitée, dont veuillez trouver copie ci-jointe, la responsabilité du Ministère s'étend sur les domaines suivants :

- la révision de la législation actuelle et les études connexes;
- les conventions entre le Gouvernement et les Compagnies de transports;
- les prescriptions légales qui régissent les compagnies de transports à l'intérieur du pays;
- les questions de droit international dans le domaine des transports.

Il nous semble qu'il serait souhaitable d'étudier la possibilité de modifier le programme d'assistance technique de l'année 1963, de sorte que les deux juristes demandés soient inclus dans le programme.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de notre considération distinguée.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

Pierre Tona-Macéa
Directeur-Assistant

A. Y. Badre
Directeur

p-j.

COPIE

LEOPOLDVILLE, le 11 février 1963

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTRE DES COMMUNICATIONS
ET TRANSPORTS

NOTE POUR LA DIRECTION DU BUREAU
DE LA COORDINATION ECONOMIQUE
(AUPRES DU PREMIER MINISTRE).

Objet : Demande Conseillers
Juridiques

J'ai l'honneur de porter à la connaissance du Bureau de la Coordination Economique que par son projet d'assistance technique pour l'année 1963 au Ministère des Communications et Transports l'ONUC prévoit trois experts, à savoir :

- un Conseiller Principal
- deux experts de coordination de Transports (route-rail-voies navigables).

Il serait temps que la Section juridique, prévue dans l'organigramme du Secrétariat Général, entre en fonction. Pour ce faire, il serait indispensable que mes services aient à leur disposition, outre les trois conseillers précités, deux conseillers juridiques :

- l'un pour le Droit fluvial et maritime
 - l'autre pour le Droit international dans le domaine des transports.
- Mon Ministère a sous sa responsabilité :
- la révision de la Législation actuelle et les études connexes,
 - les conventions entre le Gouvernement et les Compagnies de transports,
 - les prescriptions légales qui régissent les compagnies de transport à l'intérieur du pays,
 - les questions de Droit international dans le domaine des transports, et ne possédant actuellement qu'un conseiller européen attaché à la direction de transports, rencontre de sérieuses difficultés.-

Je vous saurais gré en conséquence de bien vouloir faire modifier le projet d'assistance technique, de sorte que les deux juristes y soient inclus.

Puis-je insister sur l'urgence.-

LE MINISTRE DES TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS,

A. ILUNGA

224/NOE/63

A Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'ONU au Congo
Léopoldville.

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

Demande Conseillers en
Matière Juridique

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Nous venons de recevoir une lettre de Monsieur le Ministre des Transports et Communications nous informant qu'en outre les trois Conseillers Juridiques prévus dans le programme d'assistance technique pour l'année 1963 au Ministère des Transports et Communications, il serait indispensable à son Ministère d'avoir deux conseillers juridiques, l'un pour le Droit fluvial et maritime et l'autre pour le Droit international dans le domaine des transports.

Comme vous le voyez dans la lettre précitée, dont veuillez trouver copie ci-jointe, la responsabilité du Ministère s'étend sur les domaines suivants :

- la révision de la législation actuelle et les études connexes;
- les conventions entre le Gouvernement et les Compagnies de transports;
- les prescriptions légales qui régissent les compagnies de transports à l'intérieur du pays;
- les questions de droit international dans le domaine des transports.

Il nous semble qu'il serait souhaitable d'étudier la possibilité de modifier le programme d'assistance technique de l'année 1963, de sorte que les deux juristes demandés soient inclus dans le programme.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de notre considération distinguée.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

Pierre Tona-Naséa
Directeur-Assistant

A. Y. Nadio
Directeur

P. J.

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTERE DES COMMUNICATIONS
ET TRANSPORTSNOTE POUR LA DIRECTION DU BUREAU
DE LA COORDINATION ECONOMIQUE
(AUPRES DU PREMIER MINISTRE).Objet : Demande Conseillers
Juridiques

J'ai l'honneur de porter à la connaissance du Bureau de la Coordination Economique que par son projet d'assistance technique pour l'année 1963 au Ministère des Communications et Transports l'CEUC prévoit trois experts, à savoir :

- un Conseiller Principal
- deux experts de coordination de Transports (route-rail-voies navigables).

Il serait temps que la Section juridique, prévue dans l'organigramme du Secrétariat Général, entre en fonction. Pour ce faire, il serait indispensable que mes services aient à leur disposition, outre les trois conseillers précités, deux conseillers juridiques :

- l'un pour le Droit fluvial et maritime
 - l'autre pour le Droit international dans le domaine des transports.
- Mon Ministère a sous sa responsabilité:
- la révision de la Législation actuelle et les études connexes,
 - les conventions entre le Gouvernement et les Compagnies de transports,
 - les prescriptions légales qui régissent les compagnies de transport à l'intérieur du pays,
 - les questions de Droit international dans le domaine des transports, et ne possédant actuellement qu'un conseiller européen attaché à la direction de transports, rencontre de sérieuses difficultés.-

Je vous saurais gré en conséquence de bien vouloir faire modifier le projet d'assistance technique, de sorte que les deux juristes y soient inclus.

Puis-je insister sur l'urgence.-

LE MINISTRE DES TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS,

A. ILUNGA

50-03

GONZALES
Président Tribunal District
KIKWIT

1er Mars 1963

SUITE VOTRE CABLE SUI S INTERVENU DIRECTION FINANCES QUI
S'EXCUSA POUR RETARD REMISE INDEMNITE DÙ A REGENTS
CHANGEMENTS ADMINISTRATIFS STOP MANDATS POUR INDEMNITES
FEVRIER ET MARS DEJA TRANSMIS BANQUE CONGO STOP KOKINOPOULOS

cc: M. Kokinopoulos

M. Kokinopoulos
M. Jerkovic

Leopoldville, le 27 février 1963.-



Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'O. E. N. O.

LEOPOLDVILLE.-

466/E.N.O./NG.

Candidature à la
magistrature de Maître
Eberle BEAUBRUN

Monsieur le Chef des Opérations Civiles

J'ai l'honneur de vous transmettre,
avec ses annexes, la candidature à la magistrature congolaise pré-
sentée par M. Eberle BEAUBRUN de Port-au-Prince, Haïti.-

Je recommande cette candidature.-

Maître Eberle Beaubrun est un jeune
avocat de moralité éprouvée et de valeur professionnelle incontes-
table. Les études classiques et universitaires jointes à l'expérience
l'habilitent à occuper avec compétence le poste de juge de district
ou celui de substitut du procureur d'Etat, spécialité : affaires
civiles et commerciales.-

Pour avoir milité pendant un certain
nombre d'années au Service de l'Enregistrement des actes judiciaires
en qualité de contrôleur, Maître Beaubrun pourrait, éventuellement
être d'un concours efficace l'organisation d'un pareil service au
Congo où la nécessité en a été signalée à l'autorité compétente.-

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des
Opérations Civiles, l'assurance de ma considération la plus distinguée

Le Ministre de la Justice
et Gardé des Sceaux a.i.,
P. BOLYA.-

Ministre de la Santé Publique.

AB/ja



27 February

3

50-03

HEADQUARTERS NEW YORK

Mr. Xavier A.M. HORION - Candidate for Judiciary

Civilian Operations have transmitted to us the attached CV of Mr. Horion who has applied for a post in Judiciary. You will note that Mr. Horion is a candidate for a senior post in Judiciary and since no such vacancy exists at present, it is suggested that he be kept as a reserve candidate.

cc: Mr. S. Habib Ahmed
Mr. D. Kokinopoulos

Léopoldville, le 27 février 1963.-

A Monsieur G. MABIT AMEN
 Chef des Opérations Civiles
 de l'O.N.U.C.

LEOPOLDVILLE/-

50-03

121/63 K.13.2/110

Congé des Magistrats
 recrutés par l'O.N.U.C.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

En réponse à votre lettre du 9 novembre 1962, CIV.OPS/0403/62 relative à l'objet en objet, j'ai l'avantage de vous informer qu'en vertu de l'article 33 du statut des magistrats de carrière, les magistrats ont droit à un congé d'une durée égale au sixième ou au cinquième de leur période de services effectifs, selon que ce congé prend cours avant ou après les quinze premières années de services effectifs.

Dans le cas des magistrats recrutés par l'Organisation des Nations Unies et qui font partie de la magistrature congolaise, la durée de leur congé sera de deux semaines par an, soit dix-huit jours, plus de quinze jours de services.

Dans ce congé prévu par l'article 33 du statut, l'article 39 du même statut prévoit un congé annuel dit "de détente" dont la durée ne dépasse pas quinze jours.

Quant au congé de maladie, la durée n'en est pas déterminée par le statut dont l'article 34 se borne à prévoir la possibilité de prolonger le congé du magistrat, si son état de santé l'exige.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, les assurances de ma parfaite considération.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE
 ET GARDE DES SCEAUX, A.A.,
 P. SOLYA

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

X

Code

26 1618²
✓ 50-53

ONUC ~~XXXXXX~~ BUKAVU

CIV-BU 311

~~XXXXXXXXXX~~ OF 26 FEB 63 FOR GAVIOLA FROM GILPIN
FURTHER OUR CIVBU 309 PLEASE DELETE

QUOTE

INFO SAMY

UNQUOTE

SINCE IMPOSSIBLE SEND CODE CABLES KINGU. YOU MAY INFO SAMY SUBSTANCE OF MESSAGE
BY CLEAR CABLE IF YOU WISH.

cc: Mr. Kokinopoulos

recd
A.C. Gilpin
A.C. Gilpin
26.2.63 1700hrs

50-23

Le 23 février 1963

A : M. G. Fulcheri, Direction du Personnel Civil,
Section des Opérations Civiles

DE : AC Gilpin, Chef a.i. des Opérations Civiles

OBJET : Candidature de M. Jesus Garcia Perez-Bances,
pour un poste de magistrat.

..... Me référant à la candidature sous rubrique,
écartée par le Siège de New York pour le motif que le
candidat était engagé par l'UNESCO, je vous prie de
prendre connaissance des lettres ci-annexées émanant
du Ministère de l'Education Nationale et du Chef-Adjoint
de la mission UNESCO au Congo, aux termes desquelles il
n'y aurait pas d'objection pour l'engagement par l'ONU,
de M. Pérez-Bances comme magistrat.

cc: M. Kokinopoulos
Melle Simmonds

Civ ops/72/63

50-03

Le 22 février 1963

A Monsieur Hedi Mehirsi
Procureur Général près la Cour
d'Appel de Léopoldville
Léopoldville

Monsieur le Procureur Général,

Veillez prendre connaissance du câble dont le texte
suit, transmis par le Chef de mission de l'ONUC de Bukavu,
au Quartier Général de l'ONUC à Léopoldville:

"PRESIDENT MORTAKIS AIMERAIT ALLER LEO SOLLICITER
BIENVUEILLANCE AUTORITES PRENDRE DECISION CONCERNANT
TRIBUNAL KINDU DEVENU PLAIE. MALGRE RAPPORTS ET
LETTRES REITEREES MINIJUSTICE GARDE SILENCE ENVOYER
MAGISTRAT CARRIERE ET DEUX AUXILIAIRES. ENVOI MAGIS-
TRATS KINDU CHAQUE MOIS DESORGANISE NOS PROPRES TRI-
BUNAUX DEPUIS SEPTEMBRE. AUCUN MAGISTRAT ENVOYE KINDU N'A
ENCORE ENCAISSE FRAIS ENCOURUS PAR SUITE ILS EVITENT Y
ALLER. AU BESOIN PRESIDENT MORTAKIS PROPOSE ALLER LUI-
MEME SIEGER SEANCE MARS. ATTENDONS INSTRUCTIONS. PRENANT
NOTE QUE SUR DEMANDE URGENTE TRIBUNAL GOMA, PRESIDENT
EXPEDIA UN AUTRE JUGE AUXILIAIRE POUR Y SIEGER UNQUOTE"

Veillez agréer, Monsieur le Procureur Général, l'assurance
de ma considération distinguée.

AC Gilpin
Chef par interim des Opérations
Civiles

ROUTINE

09193

ACTION
CIVILIAN/MILITARY

4UC84 029

FF 4UC75

DE 4UC84 29/21

F 211550Z

FM ONUC BUK

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS BULE 226 GILPIN KOKINOPOULOS FROM GAVIOLA.

YOUR CIVBU 307 PRESIDENT MORTAKIS AIMERAIT ALLER LEO SOLLICITER BIENVEILLANCE AUTORITES PRENDRE DECISION CONCERNANT TRIBUNAL KINDU DEVENU PLAIE. MALGRE RAPPORTS ET LETTRES REITEREES MINIJUSTICE GARDE SILENCE DENVOYER MAGISTRAT CARRIERE ET DEUX AUXILIAIRES. ENVOI MAGISTRATS KINDU CHAQUE MOIS DESORGANISE NOS PROPRES TRIBUNAUX DEPUIS SEPTEMBRE. AUCUN MAGISTRAT ENVOYE KINDU N'A ENCORE ENCAISSE FRAIS ENCOURUS PAR SUITE ILS EVITENT Y ALLER. AU BESOIN PRESIDENT MORTAKIS PROPOSE ALLER LUI-MEME SIEGER SEANCE MARS. ATTENDONS INSTRUCTIONS. PRENANT NOTE QUE SUR DEMANDE URGENTE TRIBUNAL GOMA, PRESIDENT EXPEDIA UN AUTRE JUGE AUXILIAIRE POUR Y SIEGER

BT

CFN BULE ~~226~~ CIVBU ~~307~~

21/1730Z FEB 4UC84

WORLD TELEGRAM DELIVERED TO:	
<input checked="" type="checkbox"/>	MAILS
<input type="checkbox"/>	P.O.
<input type="checkbox"/>	MAILS
<input type="checkbox"/>	P.X.
<input type="checkbox"/>	F.A.C.
<input type="checkbox"/>	I.T.U.
<input type="checkbox"/>	W.M.O.
<input type="checkbox"/>	WELFARE

NNNN

ONUC
BUKAVU

Recevoir
Le 20 Février 1963

No. CIV/BU/307

GAVIOLA DE GILPIN, KOKINOPOULOS, LEOPOLDVILLE

VOTRE UNCLAS BULE 203 PRIERE DEMANDER PRESIDENT MORTAKIS
DE LA PART PROCUREUR GENERAL LUI CABLER PAR NOTRE ENTREMISE
NATURE ET OBJET AFFAIRE JUDICIAIRE MENTIONNEE VOTRE CABLE
ET EXPLIQUER NECESSITE SON DEPLACEMENT LEO

D.V
N

ACG/cc

CUNGO 822/63

50-53

CONFIDENTIAL

22 February 1963

To : Mr. S. Habib Ahmed
Chief, Civilian Operations
at Headquarters, New York

From : A.C. Gilpin
Acting Chief of Civilian Operations

Subject : Memorandum of Mr. Kokinopoulos

...

This morning Mr. D. Kokinopoulos described to me at length his troubles with the Acting Minister of Justice. I asked him to put these in writing and found that he had already done so in the attached memorandum of 15 February.

It really seems that he has been put in an impossible position, and I think you may wish to discuss the question with Mr. Anashree and Personnel. Even if the Acting Minister is replaced by somebody else, the situation would probably remain very difficult for Mr. Kokinopoulos. Perhaps there is some other Technical Assistance assignment in another country to which he might be transferred.



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 22 février 1963

File

A : M. AC Gilpin, Chef par interim des Opérations Civiles
DE : D. Kokinopoulos, Conseiller principal, Magistrature

..... J'ai l'honneur de vous remettre ci-joint, un rapport adressé à M. le Chef des Opérations Civiles, et concernant le fâcheux incident entre le Ministre de la Justice a.i. et moi-même, que j'ai porté à votre connaissance.

Etant donné que M. Ahmed se trouve à New York, je me demande - tout en soumettant la question à votre appréciation - s'il ne serait pas utile qu'il prenne connaissance de mon rapport en question, pour le cas où il jugerait opportun de soumettre le cas au Siège de l'Organisation.

D. Kokinopoulos

CONFIDENTIEL

Le 15 février 1963

A : M. S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles
DE : D. Kekinopoulos, Conseiller principal, Magistrature
OBJET : Entrevue avec le Ministre de la Justice.

Ce matin le Ministre m'appela à son cabinet. Ma surprise fut grande d'y rencontrer aussi M. Laurent que le Ministre invita à assister à notre entretien, à titre de témoin (,)

Le Ministre commença par une introduction où il fit l'éloge de mes capacités, qualifications et expérience. Puis, il entreprit un réquisitoire en règle, en reprenant tous les griefs formulés, sauf celui de "carence d'activités" qui fut omis cette fois ci. Mais trois nouveaux griefs furent ajoutés aux autres et notamment :

- de vous avoir, sans son autorisation (,) soumis - sur votre demande - un rapport sur la question de l'intégration de la justice katangaise dans l'Organisation judiciaire de l'état, que vous lui aviez communiqué.

- d'avoir contacté le Procureur Général - selon vos instructions - pour examiner la possibilité d'employer, à titre temporaire, M. Mohamed H. Cherif, comme expert judiciaire auprès du Ministre d'état du Gouvernement Central à Elisabethville.

- d'avoir présenté au Procureur Général les trois magistrats dernièrement arrivés, et d'avoir déposé entre ses mains leurs titres universitaires et certificats de service, et ce après leur présentation au Ministre, ce que je fis conformément à l'usage établi depuis le début de l'application du programme de recrutement.

Les accusations se résument en trois points principaux :

- que sous le Ministre M. R. Mwamba, j'avais introduit et imposé "une procédure insolite" pour la nomination des magistrats Onusiens.

- que je refusais de soumettre leurs titres universitaires et certificats de service.

- que je bafouais son autorité.

- Le premier point prouve l'exactitude de l'impression dont je vous ai fait part dans ma note du 21 janvier, que la rancune du Ministre à mon égard date de l'époque où il était Secrétaire d'état sous le Ministre M. Mwamba.

Quant à la procédure "insolite" que j'aurais "imposée", elle est la suivante : Ayant constaté une grande lenteur dans la préparation des Ordonnances de nomination par la 1ère Direction du Ministère, et dans la procédure de leur signature, j'ai demandé et obtenu du Ministre d'être chargé personnellement de toute cette opération avec résultat de limiter tout ce processus à quelques jours au lieu de plusieurs semaines qu'il avait nécessité lors de la rédaction et signature des premières Ordonnances. Ci-annexé un ordre manuscrit du Ministre M. Mwamba aux services compétents, y compris M. Bolya, qui a causé naturellement la rancœur de ce dernier et du Chef de la 1ère Direction.

....

En ce qui concerne la production des titres des candidats, elle avait été exigée par les deux conseillers juridiques Belges de la 1ère Direction et celui, Belge aussi, du cabinet du Chef de l'état, lors de l'arrivée du premier groupe de magistrats. M. Khiary, informé par moi, écrivit une lettre au Ministre de la Justice (27 avril 1962) dans laquelle il expliquait que le fait que le recrutement des magistrats et le contrôle de leurs qualifications se faisaient par l'ONU, comportait en lui-même, une garantie suffisante pour le Gouvernement. Il ajoutait que les titres seraient cependant produits à l'avenir pour la constitution des dossiers personnels des magistrats. Cette procédure fut strictement observée. En même temps, M. Khiary considérait que l'exigence en question constituait une tentative à obstruction de la part des Conseillers Belges, contre la nomination

des magistrats Onusiens, et fit convoquer par M. Gardiner le Conseiller du Chef de l'état, qui fût obligé d'accepter de soumettre les ordonnances à la signature du Président de la République avec la seule production du C.V. du candidat. C'est une des raisons pour laquelle le préambule des ordonnances de nomination des magistrats Onusiens contient la phrase: "Considérant que les circonstances exceptionnelles du moment ne permettent pas d'observer toutes les conditions et formalités légales".

Le Ministre M. Weregemere, peu de temps avant son départ du Ministère, exigea de nouveau la production des titres. Considérant, avec raison, que c'était une formalité justifiée, vous y avez marqué votre accord; en même temps vous en avez informé notre Siège à New York. Cependant, comme ce dernier n'avait pas eu le temps de prévenir certains candidats recrutés déjà, M. Weregemere a accepté de signer et de soumettre au Chef de l'état, des ordonnances accompagnées du seul C.V. du magistrat.

M. Bolya n'a pas voulu suivre l'exemple de son prédécesseur, de sorte qu'un de nos candidats, M. Bindari, lequel n'ayant pas été prévenu par le centre d'information de l'ONU en Egypte, a dû demander l'envoi des titres d'Egypte et attend sa nomination depuis que M. Bolya se trouve à la tête du département de la Justice. Ce dernier met à ma charge, la qualification d'obstruction, le retard de la production des titres par M. Bindari, quoique j'avais informé celui-ci, dès son arrivée, de la nécessité de la formalité en question.

Quant au thème principal auquel le Ministre revient toujours, à savoir que je bafoue son autorité, il ne prend sa source que dans son imagination; il m'est donc impossible d'y répondre pour défaut de tout élément appréciable.

J'ai naturellement répondu au Ministre en lui donnant de nouveau toutes les explications nécessaires, aussi clairement que possible. Sa réponse a été que je manquais de sincérité et que j'étais de mauvaise foi (sic); il a même fait allusion à des sanctions disciplinaires qu'il pourrait prendre à mon encontre depuis le blâme jusqu'à la révocation (,). La conclusion a été de m'interdire toute initiative, si non toute compétence dans l'opération de la réorganisation judiciaire, tout contact avec le personnel administratif et judiciaire de son département, y compris et surtout avec le Procureur Général, bref toute activité utile dans le cadre de ma mission.

D'après votre information que lors de votre entrevue avec le Ministre celui-ci vous avait semblé disposé à accepter un arrangement de l'incident à l'amiable, j'ai voulu considérer queson attitude pendant notre entretien, en elle-même agressive et outrageante, n'était qu'une tactique inspirée par le souci de ne pas donner l'impression d'avoir cédé. Ceci d'autant plus qu'il a déclaré n'être que provisoire au Ministère. Je me suis donc résigné à ne pas réagir ni contre ses propos ni contre la présence d'un tiers à notre entretien, et à adopter l'attitude la plus conciliante que possible, en étouffant tout sentiment de dignité personnelle, avec l'unique pensée de contribuer ainsi à l'arrangement amiable, conforme à votre désir et vos efforts.

Si cependant mon impression concernant les dispositions réelles du Ministre, est fausse, et si celui-ci a vraiment l'intention, qu'il a exprimée pendant notre entretien, de me priver de toute autorité et de m'interdire toute compétence et toute initiative dans l'accomplissement de ma mission de la réorganisation judiciaire, en limitant mes fonctions à celles d'un simple instrument exécutif de ses ordres et décisions, je suis convaincu que ma présence au Ministère est absolument inutile, et ce outre mon impossibilité de continuer à accepter, en ma qualité d'expert juridique mis à la disposition du Ministre pour lui donner mes conseils, et l'assister dans son administration, le traitement humiliant qu'il entend m'infliger.

D. McKinnon

2 LS/18
Léopoldville, le 21 février 1963.-

A Monsieur S. HADIB Ahmed
Chef des Opérations Civiles
de l'ONUC

A LÉOPOLDVILLE.-

361/63 C.6/110

Affectation de Mr.
SAMAL Moursi Badr.

50.03

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'avantage de vous informer que
Monsieur SAMAL Moursi Badr, Juriste de Nationalité Egyptienne
recruté par l'ONU et mis à la disposition du Gouvernement
Congolais pour une fonction dans la magistrature, a été affecté
au Cabinet du Ministre de la Justice en qualité de Conseiller
Juridique.-

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des
Opérations Civiles, mes salutations distinguées.-



LE MINISTRE DE LA JUSTICE
ET GARDE DES SCEAUX, si,
P. SOLYA

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE.

UC---104

4UC84 029

FF 4UC75

DE 4UC84 29/21

F 211550Z

FM ONUC BUK

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS BULE 224 GILPIN KOKINOPOULOS FROM CAVIOLA.

VOUR CIVBU 307 PRESIDENT MORTAKIS AIMERAIT ALLER LEO SOLLICITER BIENVEILLANCE AUTORITES PRENDRE DECISION CONCERNANT TRIBUNAL KINDU DEVENU PLAIE. MALGRE RAPPORTS ET LETTRES REITEREES MINIJUSTICE GARDE SILENCE DENVOYER MAGISTRAT CARRIERE ET DEUX AUXILIAIRES. ENVOI MAGISTRATS KINDU CHAQUE MOIS DESORGANISE NOS PROPRES TRIBUNAUX DEPUIS SEPTEMBRE. AUCUN MAGISTRAT ENVOYE KINDU N'A ENCORE ENCAISSE FRAIS ENCOURUS PAR SUITE ILS EVITENT Y ALLER. AU BESOIN PRESIDENT MORTAKIS PROPOSE ALLER LUI-MEME SIEGER SEANCE MARS. ATTENDONS INSTRUCTIONS. PRENANT NOTE QUE SUR DEMANDE URGENTE TRIBUNAL COMA, PRESIDENT EXPEDIA UN AUTRE JUGE AUXILIAIRE POUR Y SIEGER

BT

CFM BULE 224 CIVBU 307

21/1730Z FEB 4UC84

09193

RECEIVED RECEIVED

053 FEB 21 053 FEB 21 PM 7 10

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
<i>CIV</i>	

50-53



CABINET
DU MINISTRE DE LA JUSTICE



Léopoldville, le 20 février 1963

50-03

Monsieur S. Habib AHMED
Chef des Opérations Civiles
de l'ONUC
à LÉOPOLDVILLE/KALINA.

No :

Objet :

Le Ministre de la Justice et
Garde des Sceaux, a.i., du Gouvernement Central,
présente ses compliments à Monsieur HABID Ahmed,
Chef des Opérations Civiles de l'O.N.U.C. et en prend
occasion pour lui transmettre, à toutes fins utiles,
le dossier ci-annexé relatif à la substitution de
titre universitaire relevée dans l'ordonnance de nomi-
nation de Monsieur PANOS Nicolakaki comme Juge au tri-
bunal de District de Léopoldville :

- 1 - Lettre à Monsieur D. KOKINOPOULOS;
- 2 - Lettre à Monsieur le Procureur Général ;
- 3 - Lettre de Monsieur KOKINOPOULOS ;
- 4 - Lettre de Monsieur le Procureur Général ;
- 5 - Note du Directeur Chef de Service a.i.,

Seen by S. H. A.



TRANSMIS copie pour information :

Monsieur le Premier Ministre
Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
Monsieur le Procureur Général.



Copie

N°892/P.†

PARQUET GÉNÉRAL DE LEOPOLDVILLE.-
DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Votre 134/63/E.42/110
du 26.1.1963.

Son Excellence le Ministre de la
Justice

No :

Objet : Substitution de Titre.

à LEOPOLOVILLE/KALINA.

Excellence,

En réponse à votre précitée, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'il s'agit là d'une simple confusion quant à la désignation du titre universitaire.-

Le titre consacré par les Universités françaises est "Licencié" tandis que le même titre porte le nom en Belgique "Docteur en Droit". La formation juridique est la même dans les deux cas.-

Pour le reste, si je relève quelque anomalie dans un dossier, je procéderai à un contrôle en demandant à l'intéressé toute justification nécessaire.-

Je vous prie, Excellence, d'agréer l'expression de mes sentiments respectueusement dévoués.-

Le Procureur Général,
H. MEHIRSI.-

Léopoldville, le

(1) N° Just 1/ 0194 II février 1963

/ COPIE/

NOTE A MONSIEUR LE MINISTRE DE LA JUSTICE.

Suite à sa note manuscrite relative à la nomination de Mr. NIKOLAKAKIS, j'ai l'honneur de faire connaître à Monsieur le Ministre ce qui suit.

En ce qui concerne la nomination des magistrats Onusiens Mr. KOKINOPOULOS ne nous a jamais remis leurs demandes d'emploi ni leurs diplômes.

Interrogé sur le point de savoir pourquoi nous ne recevions pas leurs demandes d'emploi, Mr. KOKINOPOULOS m'a répondu qu'il les transmet à l'ONU à NEW-YORK qui, seule contrôle les diplômes des candidats.

Les noms de ceux qui remplissent les conditions pour être nommés Magistrats sont transmis par l'ONU à Mr. KOKINOPOULOS.

C'est la raison pour laquelle il nous remet leurs noms et leurs titres: Docteurs ou licenciés en droit ainsi que leur poste d'attache pour l'élaboration des ordonnances.

Après avoir établi les projets d'ordonnances nous les soumettons au visa préalable de nos Conseillers juridiques.

Après visa, nous les transmettons à Mr. KOKINOPOULOS qui à son tour, les soumet au contreseing du Ministre de la Justice.

S'il y a erreur de nom ou de titre c'est bien Mr. KOKINOPOULOS qui en est responsable, car c'est lui qui collationne en dernier lieu, en se basant sur sa note manuscrite.

Si Mr. KOKINOPOULOS a voulu favoriser ses compatriotes Grecs, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même et non accuser la première Direction qui fait viser tous les projets d'ordonnances par ses Conseillers juridiques.

Pour terminer, je me permets d'inviter Monsieur le Ministre de bien vérifier les dossiers de tous les magistrats onusiens dans lesquels il n'existe ni diplôme, ni demandes d'emploi.

LE DIRECTEUR CHEF DE SERVICE, a.i.,
B. LONDO.

Léopoldville, le 1er février 1963.-

RÉPUBLIQUE DU CONGO



CABINET
DU MINISTRE DE LA JUSTICE

- Transmis copie pour information à :
- Monsieur le Premier Ministre;
 - Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères
 - Monsieur le Procureur Général
 - Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'O.N.U. au Congo.-

A Monsieur le Ministre de la Justice
et Garde des Sceaux a,i,
LEOPOLDVILLE/KALINA.

/COPIE/

No :

Objet :

En réponse à votre lettre du 26 courant
concernant l'Ordonnance de nomination de M.P. NICOLAKAKI,
j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Je vous prie de croire que je ne suis nullement responsable de l'erreur qui s'est glissée dans l'Ordonnance de nomination de M.P. Nicolakaki. Ce Magistrat appartenait au premier groupe de juristes recrutés par l'ONU arrivés au Congo en Avril 1962. Selon les instructions de M. le Ministre, c'est la 1ère Direction du Ministère qui a été chargée, en raison de sa compétence, de préparer les Ordonnances de nomination de ce groupe de magistrats, sans contrôle de ma part. Ayant alors constaté d'une part, une grande lenteur dans la préparation et la signature des Ordonnances, et d'autre part, certaines erreurs dans les noms des magistrats ainsi que justement la mention dans l'Ordonnance de nomination de M. Nicolakaki du titre Docteur en Droit - je me rappelle même avoir fait des observations à ce sujet- j'ai demandé à M. le Ministre et obtenu de lui l'autorisation d'être chargé, mais depuis lors seulement de la rédaction des Ordonnances, de leur soumission pour visa au Conseiller de la 1ère Direction et au Secrétaire Général, puis pour signature à M. le Ministre et finalement, de leur transmission au Cabinet du Chef de l'Etat.

Je voudrais espérer que les présentes explications sont de nature à vous convaincre afin de me décharger de toute responsabilité en cette matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'assurance de ma haute considération.

Sé/ D. Kokinopoulos
Conseiller Juridique.

Léopoldville le 26 Janvier 1963



CABINET
DU MINISTRE DE LA JUSTICE

/COPIE/

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Premier Ministre
- Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
- Monsieur le Procureur Général
- Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'O.N.U. au Congo.-

No : 134/63/E.42/110

A Monsieur D. KOKINOPOULOS
Conseiller Juridique au Ministère
de la Justice.

à

LEOPOLDVILLE/KALINA.

Objet : Substitution de
titre.-

Monsieur le Conseiller Juridique,

Dans le Notice Individuelle signée de Monsieur Panos Nikolakakis, juge au tribunal de District de Léopoldville, il est indiqué comme diplôme universitaire: Licence en droit de l'université de Paris (1931)

Cependant, dans l'Ordonnance de nomination de ce magistrat, préparée par vous, signée du Chef de l'Etat le 9 mai 1962 et publiée au Moniteur Congolais le 4 juin de la même année il est indiqué, comme grade universitaire du même magistrat: docteur en droit.-

Je vous invite à me fournir, le plus tôt possible, les explications détaillées relativement à cette substitution de titre, afin de pouvoir fixer les responsabilités à toutes fins utiles.

Agréez, Monsieur le Conseiller juridique,
l'expression de mes salutations les meilleures.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE
ET GARDE DES SCEAUX, a.i,
P. BOLYA

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

CABINET
DU MINISTRE DE LA JUSTICE

File

photocopy Given to
Léopoldville, le 20 Février 1963.Mr Kokinopoulos
22/2/63Monsieur S. HABIB AHMED
Chef des Opérations Civiles
de l'ONUC

No : 346/63 E /IIO

Objet : Procédés insolites
de Mr. KOKINOPOULOS.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Je regrette d'avoir une nouvelle occasion de vous signaler les procédés louches de Monsieur KOKINOPOULOS qui, pour des raisons connues de lui seul, garda pendant des mois par devers lui les dossiers, qu'il prétendait n'avoir pas reçus, de Messieurs GAMAL Moursi Badr, Yazigi Joseph et Constantin ZARRIS, tous trois recrutés par l'ONU et recommandés à mon Département pour des postes dans la magistrature.-

Pressé par les intéressés, à la suite d'une entrevue avec le Ministre de la Justice, d'avoir à soumettre leurs dossiers en vue de l'élaboration de l'Ordonnance de nomination, Monsieur KOKINOPOULOS, au lieu de faire parvenir ces documents au Ministère par la voie administrative normale, préféra les remettre, personnellement, à Monsieur le Procureur Général, établissant ainsi une liaison insolite entre l'ONUC et un fonctionnaire placé sous mon autorité.-

En protestant une nouvelle fois contre ces procédés absolument incorrectes de Monsieur KOKINOPOULOS, je vous saurais gré Monsieur le Chef des Opérations Civiles, d'y mettre enfin un terme, et vous renouvelle, dans cette attente, les assurances de ma parfaite considération.-

MINISTRE DE LA JUSTICE
GARDE DES Sceaux, a, i,
P. BOUTA

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE.

7 10-03
Civ.Ops/ 71/63

Le 20 Février 1963

Objet : Candidature de magistrat.

Monsieur le Ministre,

Faisant suite à ma lettre du 19 décembre dernier, No. Civ.Ops/Ex/01016, j'ai l'honneur de proposer à votre approbation la candidature de M. Paul Lucas Stocker, ressortissant Suisse, pour un poste de Substitut de Procureur d'état.

**** Ci-joint, la notice individuelle du candidat, avec photocopies de son diplôme de licencié en droit et de son certificat de services.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

AG Gilpin
Chef par interim des Opérations
Civiles

Monsieur P. Bolya
Ministre de la Justice
et Garde des Sceaux a.i.
Léopoldville/Kalina

ONUC
BUKAVU

'963 FEB 21 AM 7:30
Le 20 Février 1963
U.N.U.C.

50-03

No. CIV/BU/307

GAVIOLA DE GILPIN, KOKINOPOULOS, LEOPOLDVILLE

VOTRE UNCLAS BULE 203 PRIERE DEMANDER PRESIDENT MORTAKIS
DE LA PART PROCUREUR GENERAL LUI CABLER PAR NOTRE ENTREMISE
NATURE ET OBJET AFFAIRE JUDICIAIRE MENTIONNEE VOTRE CABLE
ET EXPLIQUER NECESSITE SON DEPLACEMENT LEO

1963 FEB 21 AM 7:30

O.N.U.C.

ONUC

Le 20 février 1963

LULUABOURG

No. CIV/LU/22

PACKHAM DE HAJ ALI, LEOPOLDVILLE

PLEASE KEEP AN EYE ON MY HOUSE UNTILL I ARRIVE STOP THANKS

D.Kokinopoulos

M. Jerkovic

M. AHMED

50-03
Noted
NFT

Le 19 février 1963

A : M. G. Fulcheri, Bureau du Personnel Civil, Section
des Opérations Civiles

DE : D. Kokinopoulos, Conseiller principal, Magistrature

J'ai l'honneur de vous transmettre copie d'une
.... lettre de M. J.J.G. Kanski, magistrat recruté par l'ONU
.... accompagnée d'une copie de sa lettre du 18 courant, adres-
sée au Siège de New York, par l'entremise du Chef du Per-
sonnel Civil de l'ONUC, et concernant le montant de son
traitement.

M. Kanski se plaint de recevoir le traitement
correspondant au poste de Président de Tribunal de 1ère
instance (P5/1) au lieu de celui de Conseiller à la Cour
d'Appel (P5/IV) poste auquel il a été nommé.

Ce candidat aurait été, en effet, recruté pour
un poste de Président de Tribunal de 1ère instance, mais
par la suite et d'accord avec le Siège de New York, il
avait été proposé au Gouvernement pour un poste de
Conseiller à la Cour d'Appel de Léopoldville et nommé à
ce poste par Ordonnance du Chef de l'état du 3 octobre
1962.

L'accord du Siège de New York pour la proposition
de M. Kanski pour un poste de Conseiller de la Cour d'Appel,
nous a été communiqué par câbles No. 5734 du 8.8.62 et 5898
du 16.8.62, auxquels nous avons répondu par câbles No. 5678
du 15.8.62 et 5703 du 17.8.62, annonçant l'approbation de
la candidature en question par le Gouvernement.

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Léopoldville, le 19 Février 1963.-



CABINET
DU MINISTRE DE LA JUSTICE

A Monsieur S. HABIB Ahmed
Chef des Opérations Civiles
de l'ONUC

à LEOPOLDVILLE/-

No :

Objet :



50-03

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

En réponse à votre communication du 4 février 1963, sous n° CIV.DPS/46/63 relative à l'envoi à Elisabethville d'un Expert Juridique de l'ONU attaché à mon Département avec mission de seconder l'action de Monsieur le Ministre d'Etat ILEO, j'ai l'avantage de vous informer que celui-ci, consulté sur cette opportunité, a répondu par la négative.-

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, les nouvelles assurances de ma considération distinguée.-



LE MINISTRE DE LA JUSTICE
ET GARDE DES Sceaux, a.i.,
R. BOLYA

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE.

cc. sent. b
Kokimopoulos
25/2

UNATIONS
NEW YORK



50-03

ONUG 1366 FIELDSEV FROM TWIGT ARMED YOUR 1367 AAA AGREE
HENRY PAYS TAKE LEAVE PREFERABLY ONE MONTH PRIOR JOINING ONUG
WILL OBTAIN GOVERNMENT APPROVAL AS SOON AS CREDENTIALS RECEIVED.
BBB AGREE APPOINTMENT HARALD SUND PROVIDED HIS KNOWLEDGE FRENCH HAS
IMPROVED. RESUBMISSION HIS CANDIDATURE NOT REQUIRED. HOWEVER
KINDLY ASK SUND BRING CREDENTIALS WITH HIM. PLEASE ADVISE.

cc: Mr. S. Habib Ahmed
Mr. D. Kokinopoulos

AB/jd

A. Duccianti
G. Fulcheri
H.A. Gray
D.T. Twigt
18 February 1963

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7243
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC LEOPOLDVILLE



16 February 1963

TO: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

FROM: Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Section,
Office of Civilian Personnel

SUBJECT: Mr. Paul J. Stocker - candidate for post of "Substitut
de Procureur d'Etat" - Judiciary (Project No. 39-50-03)

..... With reference to paragraph 1 of your memorandum dated 29
January 1963 and your copy of our cable No. 746 to Headquarters,
New York, dated 26 January 1963, we have now received the
attached photocopies of university degree and certificate of
service in respect of Mr. Paul J. Stocker.

..... We are also returning herewith the curriculum vitae and
interview report for this candidate to enable you to submit
his nomination to the Government.

Kindly keep us informed of the Government's reaction to
Mr. Stocker's candidature.

cc: Mr. D. Kokinopoulos

file

50-03

*done
CIV OPS
7/1/63*

G. Fulcheri

14 February

3

Headquarters, New York

Mr. Louis Meigner (Your 10/7)

Civilian Operations advise that the services of above-mentioned candidate cannot be used as Secrétaire de Parquet since no such post is provided for within project No. 39-50-03. Furthermore, Mr. Meigner's qualifications do not meet the requirements for a post of Magistrate.

cc: Mr. S.H. Ahmed
Mr. D. Kokinopoulos

Chm

60-03

UNATIONS NEW YORK

OMUC 4490 FINDSERY FROM TWICE

AHRED JUDICIARY AAA YOUR AH 10/17 CANDIDATURES JEAN
COBSON AND HENRY PAYS FOUND SUITABLE AS JUDGES COURTE
OF FIRST INSTANCE. PLEASE FORWARD SOONEST UNIVERSITY
DEGREES AND CERTIFICATES OF SERVICE IN ORDER SUBMIT
NOMINATIONS TO GOVERNMENT. ALSO PLEASE EXPEDITE
INTELIGIBLE REPORT COBSON. BBS YOUR 1003 HAROLD GUND TO
BE CONSIDERED AS RESERVE CANDIDATE IN CASE COBSON OR
PAYS FOUND NOT AVAILABLE

OO: Mr. S. Habib Ahmed
Mr. D. Kokinepoulos

AB/bm

12 February 1963

A. Baccolanti
G. Pulcheri
H. Gray

58-03

Le 12 février 1963

A : M. G. Fulcheri, Bureau du Personnel Civil, Section
des Opérations Civiles

DE : S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles

OBJET : Candidatures pour la magistrature. Projet 39-50-03.

Etant donné que les candidatures de MM. C. Taliadoros (Grèce) et Georges Glos (Australie) - votre note du 18 janvier dernier - n'intéressent pas l'ENDA, je les ai transmises à M. Kokinopoulos, pour leur appréciation relativement à une éventuelle vacance dans le projet de la magistrature.

M. Kokinopoulos m'a soumis son avis que j'ai l'avantage de vous communiquer.

1.- C. Taliadoros. Sa nationalité grecque fait obstacle à sa candidature, vu que la proportion des magistrats grecs, par rapport à d'autres nationalités, a dépassé une certaine limite. D'autre part, les postes actuellement vacants dans le projet sont d'un niveau inférieur, qui ne correspond pas aux qualifications supérieures du candidat, selon son C.V.

2.- G. Glos Sa candidature pourrait être examinée pour un poste de juge de Tribunal de district - vacance créée par la défaillance de M. S. Safa (RAU) - ou pour celui de Substitut de Procureur d'état. Il serait cependant utile, avant de se prononcer définitivement, d'avoir communication du rapport d'interview du candidat, pour ce qui concerne notamment sa connaissance de la langue et de la législation française.

P.S. Le CV de M. FARHAT VOUS est également retourné, ses services ne pouvant pas être utilisés pour l'ENDA.

cc: M. Kokinopoulos

50-03

Le 9 février 1963

A : M. G. Fulcheri, Bureau du Personnel Civil
DE : S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles
OBJET : Recrutement de magistrats (Projet 39-50-03) -
Candidature de M. Harold Sund.

Me référant à votre note du 8 courant, je tiens à vous faire part qu'avec les candidatures de MM. G.M. Fayad (Liban), J.L. Cosson (France) et H.L. Fays (France), dont le premier a été déjà engagé selon votre note du 7 courant, et les deux autres se trouvant en voie de recrutement, les postes de Juges de Tribunal de première Instance, prévus dans le projet sous rubrique, sont épuisés.

L'acceptation donc de la candidature de M. Sund devrait entraîner la renonciation à celles de MM. Cosson et Fays, que je considère, en principe, comme mieux qualifiés pour des postes de magistrats au Congo, à cause de leur nationalité qui signifie maîtrise parfaite de la langue et de la législation française.

A mon avis donc, la candidature de M. Sund devrait être réservée pour le cas de la défaillance d'un des deux candidats Français.

cc: M. Kokinopoulos

50-03
Le 9 février 1963

A Monsieur Hedi Mehirsi
Procureur Général près la Cour
d'Appel de Léopoldville
Léopoldville

Monsieur le Procureur Général,

Veillez prendre connaissance du câble dont le texte suit,
transmis par le Chef de mission de l'ONUC à Luluabourg, au
Quartier Général de l'ONUC à Léopoldville:

"PROCUREUR D'ETAT SAITAS REQUESTED ME TO TRANSMIT TO
YOU THE FOLLOWING QUOTE PRIERE COMMUNIQUER TOUTE URGENCE
PROCURAL QUE PRESUBPROETAT HAKIM MUTE BAKWANGA EST INDIS-
PENSABLE PARQUET PREMIERE INSTANCE LUDUABOURG STOP ACTI-
VITE ENOMR DEPART HAKIM PARALYSERA TRAVAIL TOTALITE 5
PROVINCES STOP SUBPROETAT LUKUNDKLA GILBERT STOP CE DER-
NIER POURNIRA EXCELLENT TRAVAIL CERTITUDE ABSOLUE STOP
AVONS DECIDE EFFECTUER TOURNÉES INSPECTIONS MENSUELLES
ET CONTROLE ACTIVITE POUR BAKWANGA ET TOUT RESSORT UNQUOTE"

Veillez agréer, Monsieur le Procureur Général, l'assurance
de ma considération distinguée.

V. Jerkovic
Assistant Spécial du Chef
des Opérations Civiles

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

50-03

8 February 1963

TO: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

FROM: Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Section,
Office of Civilian Personnel

SUBJECT: Recruitment for Judiciary (Project No.39-50-03)

Please read hereunder a cable which we have received from Headquarters, New York:

"Norwegian National Committee advises Harald Sund available for service with Congo Judiciary without any reservations as to duty station or duration. Was offered post Judge Tribunal First Instance last August but offer was subsequently withdrawn due conditions made by him. We recommend favourable reconsideration his case in view desirability wider nationality distribution. Please cable."

Since the candidature of Mr. Sund has already been approved by the Government, kindly let us have your early views on this candidate in order that we may reply to Headquarters, New York by cable.

manic noted
HL
11/2

G. Fulcheri

cc: Mr. D. Kokinopoulos

50-53

Ci.vOps/55/63

Le 8 février 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de mettre à votre disposition les magistrats suivants, recrutés par l'ONU, dans le cadre de son programme d'Assistance Technique, pour servir dans les juridictions de la République du Congo.

- 1.- Gamal Moursi BADR, ressortissant Egyptien, pour un poste de juge de Tribunal de première instance.
- 2.- Joseph YAZIGI, ressortissant Libanais, pour un poste de juge de Tribunal de District.
- 3.- Constantin ZARRIS, ressortissant Grec, pour un poste de juge de Tribunal de première instance.

Les candidatures des magistrats en question ont été déjà agréées par votre Département par lettres des 2 Août 1962, No. 2214/K.132/110, du 16 novembre 1962 No. 2653/K.132/110, du 21 décembre 1962 No. 2750/K.132/110.

La dernière candidature, présentée après l'institution et le fonctionnement du Bureau de Coordination Economique auprès de M. le Premier Ministre, a reçu également l'accord de la Direction du Bureau en question, par lettre du 27 décembre 1962, No. 135/BCE/62, communiquée au Ministère de la Justice.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations Civiles

Monsieur P. Bolya
Ministre de la Justice
et Garde des Sceaux a.i.
Léopoldville/Kalina

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

7 February 1963

TO: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations

FROM: Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Section,
Office of Civilian Personnel

SUBJECT: Mr. Georges Fayad - Judiciary (project No.39-50-03)

We have pleasure in informing you that Headquarters New York are arranging the travel of Mr. Georges Fayad, who has been recruited as Judge, Court of First Instance, and his departure from Beirut is scheduled for 15 February 1963.

The above information has been communicated to us through cable No. 1087, dated 6 February 1963.

mana
Uw
11/2
noted
HK

Fulcheri

cc: Mr. D. Kokinopoulos

10-12

31 January

3

NEW YORK

POSTAL ADMINISTRATION (your 4/23)

We enclose copy of a memorandum from Mr. Ahmed,
dated 25 January 1963 which is in reply to Mr. Michel Clément's
memorandum of 18 December 1962.

Please note that the Government has since approved
all the candidatures referred to in Mr. Ahmed's memo (our
cables n° 863 and n° 922 refer)

mani
572
noted
MR

c.c. Mr. S. Habib Ahmed. ✓



ROUTING SLIP

TO

Mr. Thompson

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

Mr. Gelpin

I wonder if we need reply to the letter at this late stage

*yes
6/2*

DATE

6/2

FROM

my

DRAFT

French Translation

58-03
NOT sent -
Minister
since
removed
12/2

Monsieur le Ministre

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 5 janvier qui vient seulement de me parvenir.

je suis sûr que

Depuis que vous avez écrit, les services de la Compagnie d'Air Congo fonctionnent à nouveau régulièrement entre Eville et Leo. Ces services aériens étant maintenant rétablis, la question du transfert de M. Busha Gustave Valentin ne pose donc plus de problème pour le Gouvernement.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations Civiles.

S/K.-

REPUBLIQUE DU CONGO

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Léopoldville, le

1ère DIRECTION

(1) N° Just. 1/

0030 E-5 JAN 63

50-03

Réf. :

Annexe :

Objet :

Demande transfert
M^{rs} BUSHA vers Léo.-

A Monsieur le Chef des Opérations
Civiles de l'O.N.U. au Congo
Building Royal
LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Monsieur le Chef des Opérations
Civiles de l'O.N.U.C.,

J'ai l'honneur de demander à Monsieur le
Chef des Opérations Civiles de l'ONUC, de bien vouloir
autoriser le transfert d'Elisabethville à Léopoldville,
de Monsieur BUSHA Gustave Valentin, Défenseur auprès des
tribunaux d'Elisabethville.

Par sa lettre du 27 septembre 1962,
Monsieur BUSHA a posé sa candidature au poste de Substitut
du Procureur d'Etat dans la magistrature congolaise.

J'estime que les qualités de Monsieur
BUSHA, et son expérience acquises dans ce domaine,
peuvent être utilisées par le Gouvernement au profit du
pays.

C'est pour cela que je demande à l'ONUC
de bien vouloir aider mon département en assurant le
transport de Monsieur BUSHA vers Léo, où il sera procédé
à son engagement.

Veuillez trouver ci-après les éléments
susceptibles de faciliter les recherches pour retrouver
l'intéressé.

1) Adresse.-

- BUSHA Gustave Valentin
Défenseur près le Tribunal de 1ère Instance
587, Avenue SAVONNIERS n°587
Boîte Postale 4357 - E/Ville.-

2) Téléphone 4507

.../...

3) Autres éléments d'identification :

- Nom du père : MPOY Louis
Nom de la mère : META Marie
Village : Bakwa-Kalonji, Bena
Tshitala (Sud-Kasaï)
Date et lieu de naissance : 29.9.1930
à Tielen St Jacques.
Etat civil : marié à MBUYI
Pauline-Angélique
père de 2 enfants.

Je vous remercie à l'avance de la diligence que vous mettrez pour aider mon département à solutionner ce cas et vous prie d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'ONUC, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre de la Justice et Garde
des Sceaux

J.C. WEREGERERE



50-03

Le 6 février 1963

A : M. G. Fulcheri, Bureau du Personnel Civil, Section
des Opérations Civiles
DE : S. Habib Ahmed, Chef des Opérations Civiles
OBJET : Candidatures de MM. G. Eveillard, J.L. Cosson, H.M. Pays
et Louis Meignan. (Projet 39-50-03.)

Me référant à votre note du 29 janvier dernier ainsi qu'à celle du 1er courant, j'ai l'avantage de vous faire part de mon avis relativement aux candidatures sous rubrique, après consultation avec M. D. Kekinopoulos, et examen des notices individuelles et des rapports d'interview des candidats.

1.- Gérard EVEILLARD (Haïti) - Il me semble qualifié pour un poste de Substitut de Procureur d'Etat. Etant donné qu'il s'agit d'un candidat proposé par le Gouvernement (Note Verbale du Ministère des Affaires Etrangères du 13 juin 1962), son recrutement peut se faire de suite. Pour le cas cependant où notre Siège de New York voudrait tenir compte de la répartition des diverses nationalités dans l'application du programme de recrutement, je tiens à porter à sa connaissance qu'avec le présent candidat le nombre des magistrats Haïtien s'élèvera à 13.

2.- Jean Lucien COSSON (France) - Je considère, d'après la notice individuelle, le candidat pleinement qualifié pour un poste de Juge de Tribunal de 1ère instance. Je voudrais toutefois, pour respecter les formalités d'usage, réserver mon avis définitif jusqu'à la réception du rapport d'interview.

3.- Henry M. PAYS (France) - Mon avis au sujet de ce candidat est également conforme à la proposition du Siège de New York. En plus de ses qualifications judiciaires normales, il possède l'avantage d'avoir exercé des fonctions de magistrat en Guinée, Dahomey et Côte d'Ivoire, ce qui enrichit son expérience au profit des fonctions qu'il sera désigné d'assumer au Congo.

4.- Louis MIGNER (France) - Je ne considère pas les qualifications du candidat suffisantes pour un poste de magistrat. Quant à la proposition du Siège de New York qu'il soit recruté comme Secrétaire de Parquet, je tiens à attirer votre attention sur le fait que de tels postes ne sont pas inscrits dans le projet 39-50-03.

En ce qui concerne l'agrément des candidatures par le Gouvernement, je me réfère à mes notes précédentes, par lesquelles je portais à votre connaissance que la proposition des candidatures devrait être accompagnée des titres universitaires et certificats de service des candidats.

50-53
TEC 115

CIV.OPS/46/63

Le 4 février 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu une demande du Représentant civil de l'ONUC à Elisabethville pour les services d'un expert juridique qui seconderait M. Ileo, le Ministre d'Etat du Gouvernement central, dans la réintégration des services juridiques du Sud-Katanga au reste du Congo, sous le Gouvernement central. Je vous serais fort reconnaissant de bien vouloir désigner un des experts des Nations Unies travaillant au Ministère de la Justice pour entreprendre cette tâche. Je suis informé que les services de cet expert sont requis provisoirement mais dans le cas où une affectation à longue échéance s'avérerait nécessaire, les Opérations civiles entreprendraient de recruter un expert en sus de ceux prévus par le programme en cours. Je vous serais gré d'une décision prochaine à cet égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations civiles

Son Excellence
Monsieur le Ministre de la
Justice par intérim
LEOPOLDVILLE

59-03

4 février 1963

A : M. D. Kokinopoulos
Conseiller Principal, Judicature

De : M. S. Habib Ahmed
Chef des Opérations Civiles

Objet : Lettre d'accueil aux experts.

Me référant à la Circulaire O.C. 97 du 21 janvier 63, le Bureau du Personnel vient de m'aviser que M. Constantin ZARRIS, expert magistrat de l'ONUC, est arrivé au Congo le 1er février dernier.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir préparer pour ma signature la lettre d'accueil appropriée (avec les annexes) et de m'en faire parvenir l'original et 4 copies.

cc: Mr. Fulcheri
Miss Simonds

Léopoldville, le 1er Février 1963

50-03

Transmis copie pour information à :

- Monsieur le Premier Ministre;
- Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères
- Monsieur le Procureur Général
- Monsieur le Chef des Opérations Civiles de l'O.N.U. au Congo.-

A Monsieur le Ministre de la Justice
et Garde des Sceaux a.i.
LEOPOLDVILLE/KALINA.-

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre lettre du 26 courant, concernant l'Ordonnance de nomination de M.P. Nicolakaki, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance ce qui suit :

Je vous prie de croire que je ne suis nullement responsable de l'erreur qui s'est glissée dans l'Ordonnance de nomination de M. P. Nicolakaki. Ce magistrat appartenait au premier groupe de juristes recrutés par l'ONU arrivés au Congo en Avril 1962. Selon les instructions de M. le Ministre, c'est la 1ère Direction du Ministère qui a été chargée, en raison de sa compétence, de préparer les Ordonnances de nomination de ce groupe de magistrats, sans contrôle de ma part. Ayant alors constaté d'une part, une grande lenteur dans la préparation et la signature des Ordonnances, et d'autre part, certaines erreurs dans les noms des magistrats ainsi que justement la mention dans l'Ordonnance de nomination de M. Nicolakaki du titre Docteur en Droit - je me rappelle même avoir fait des observations à ce sujet - j'ai demandé à M. le Ministre et obtenu de lui l'autorisation d'être chargé, mais depuis lors seulement, de la rédaction des Ordonnances, de leur soumission pour visa au Conseiller de la 1ère Direction et au Secrétaire Général, puis pour signature à M. le Ministre et finalement, de leur transmission au Cabinet du Chef de l'Etat.

Je voudrais espérer que les présentes explications sont de nature à vous convaincre afin de me décharger de toute responsabilité en cette matière.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'assurance de ma haute considération.

D. Kokinopoulos
Conseiller Juridique